

## Les articles de Benoît Malon dans le *Socialisme progressif*

Dès les débuts de l'année 1877, et peut-être même plus tôt, Benoît Malon et André Léo songent à créer une nouvelle revue socialiste de langue française. “Le socialisme n'a pas d'organe central dans les pays latins, il en aurait un”, écrit, de Cagliari, Malon à César De Paepe, le 28 mai <sup>1</sup>.

Malon vient de vivre consécutivement deux expulsions : la première, de Milan vers la Suisse, en janvier 1876, la seconde depuis Palerme, en janvier/février 1877, à destination, cette fois, de la Tunisie. Mais le bateau pour Tunis faisant escale à Cagliari, Malon y a vu l'opportunité de s'y arrêter, sous l'œil bienveillant du préfet local qui ne le considère pas, à l'instar de son collègue sicilien Malusardi, comme un dangereux révolutionnaire, pas plus qu'André Léo, car après quelques hésitations, partagée entre Malon et son fils André qui étudie la chimie à Palerme, elle a choisi de rallier elle aussi la Sardaigne.

C'est là, à Cagliari, puis à Nuoro, que se médite l'œuvre à venir. Dans le cours de la lettre déjà évoquée, Malon écrit (p. 438) : “Nous voulons tenter ma femme et moi de faire une revue européenne du mouvement social dont le premier titre serait *le Socialisme progressif*.”

Ce titre a peut-être été soufflé à Malon par André Léo pour qui la progressivité est un maître-mot : André Léo est un esprit radical ; à la question : jusqu'où faut-il aller ? sa réponse est : jusqu'au bout. Mais pas n'importe comment. Pour elle, il ne peut être question de contrainte, laquelle ne mène à rien, sinon au servage des esprits, à la dictature. Tout doit se faire par persuasion, d'où sa passion pour l'éducation.

Plus loin (p. 439), Benoît poursuit : “Les matières, sauf meilleur avis, seraient ainsi distribuées :

1° Deux articles de fond, un sur la politique socialiste, un sur une question d'économie sociale.

2° Bulletin du mouvement social européen.

3° Une bibliographie socialiste (analyse de toutes les publications du socialisme contemporain).

4° Une tribune libre ouverte à la polémique entre les opinions socialistes.”

Et un peu après (même page) : “Ce programme devrait être expérimentaliste, tolérant, et plutôt un inventaire des idées sociales qu'un résumé dogmatique.”

Puis (p. 440) : “Je n'ai pas besoin de t'énumérer les services que rendrait une publication de ce genre, le socialisme n'a pas d'organe central dans les pays latins, il en aurait un. Nous ferions l'inventaire complet des idées et des tendances sociales de notre époque et travaillerions de toutes nos forces pour que les socialistes actuellement divisés en sectes hostiles se constituassent en un parti ayant en commun ses tendances générales, ses moyens généraux, et mettant loyalement et amicalement le reste en discussion. Nous n'entrerions dans aucune querelle d'école que pour donner avec impartialité et bienveillance notre avis.”

À l'automne, Malon et André Léo quittent la Sardaigne pour s'installer en Suisse, à Lugano, où la parution du *Socialisme progressif* est d'abord envisagée pour le courant du dernier trimestre de 1877. Après des difficultés et des retards, le premier numéro voit le jour à la date du premier janvier 1878.

---

<sup>1</sup> *Lettres à César De Paepe, Revue socialiste*, tome XLVIII, juillet-décembre 1908, p. 440.

Mais le couple André Léo-Malon s'est défait, et seul le projet commun de créer la revue les unit encore. Benoît s'en ouvre un peu plus tard dans une lettre à De Paepe du 13 avril <sup>2</sup>: “Si tu as vu Sassin <sup>3</sup> depuis quelques jours, il t'aura appris une nouvelle inattendue pour toi et bien douloureuse pour moi. On ne supporte pas de pareilles crises sans être douloureusement frappé ! [p. 516] Le ton triste et souvent l'incohérence de mes lettres depuis six mois ont dû te faire soupçonner quelque chose. Après sept années d'une union, très heureuse les cinq premières années, une séparation amiable vient d'avoir lieu entre M<sup>me</sup> André Léo et moi ; elle est partie avant-hier, notre séparation a été un déchirement et pourtant nous ne nous reverrons plus. Les motifs ? Je t'en parlerai au long, quand j'aurai le bonheur de te voir, pour aujourd'hui je suis trop ému pour t'en parler. Sache seulement que cette décision était prise depuis deux ans, que depuis ce temps nous avons simplement vécu à côté l'un de l'autre, attendant le moment opportun”.

André Léo a quitté Lugano pour l'Italie avec son fils André et ne reviendra plus en Suisse. Elle est encore codirectrice, mais y renonce en juillet. Malon l'annonce à De Paepe <sup>4</sup> : “M<sup>me</sup> André Léo, éloignée comme elle est et ne pouvant pas participer à la distribution des matières, préfère abandonner sa part de direction. Je reste donc seul.” Elle continuera cependant à fournir des articles à la revue, jusqu'à son dernier numéro. Après la *République des travailleurs* de janvier-février 1871, c'est la deuxième et dernière publication périodique dont elle ait assumé en partie la rédaction.

Le *Socialisme progressif* ne trouvera jamais ni un public suffisant, ni, par voie de conséquence, un équilibre financier et, en tête du n° 22-23, du 30 novembre 1878, dernier à paraître, un article *À nos lecteurs* (p. 381-382), signé de *La Rédaction*, c'est-à-dire de Benoît Malon, annonce que “Voici le dernier numéro de l'année promise à nos abonnés. Nous n'en commencerons pas une nouvelle. C'est avec regret que nous avons pris cette décision. Au moment où le socialisme est combattu de toutes parts, il nous eût été cher de lutter pour lui et d'élever la discussion des principes de rénovation sociale au-dessus de ces efforts de rage impuissante [...] du vieux monde contre le nouveau. Mais nous ne le pouvons plus. À qui veut consacrer son temps à l'idée, il faut ou les loisirs que donne l'aisance matérielle, ou le concours d'un groupe suffisant de collaborateurs, et des abonnés nombreux. Ne possédant pas la première condition, nous n'avons pu, dans le cours d'une année, acquérir les secondes. Il eût fallu pouvoir attendre ; mais les riches seuls le peuvent. Silence aux indépendants d'esprit et aux pauvres.”

Si André Léo n'apparaît plus, par la suite, à la tête d'une revue ou d'un journal, Benoît Malon lancera une nouvelle et féconde entreprise, la *Revue socialiste* qui, après une première tentative un peu éphémère, de janvier à septembre 1880, s'installe dans la continuité, de 1885 à 1914.

∴

Je propose ici une première tranche des contributions de Benoît Malon (signées “B. M.”), incluant les cinq premiers numéros du *Socialisme progressif* (1<sup>er</sup> janvier-1<sup>er</sup> mars 1878), précédées de deux articles introductifs, *Notre programme*, et *La Liberté dans le groupe*, publiés anonymement en tête du premier numéro, mais que l'on peut sans trop de crainte d'erreur attribuer à une collaboration d'André Léo et de Benoît Malon.

La composition typographique assurée par l'imprimerie Veladini de Lugano, œuvre de non-francophones, est assez aléatoire, comme la remarque en est faite à plusieurs reprises dans les pages du *Socialisme progressif* et dans la correspondance entre Malon et César De Paepe. Les corrections d'erreurs manifestes ne sont pas signalées. À plusieurs reprises, au cours de ces textes, apparaissent

2 *Ibid.*, p. 515-516.

3 Jules Alfred SASSIN (6 avril 1835, Rouen-3 octobre 1915, Le Kremlin-Bicêtre). Graveur réputé, membre de l'AIT, communalard du quartier des Ternes (XVII<sup>e</sup> arrondissement, celui de Malon et d'André Léo). À cette époque, il vit exilé en Belgique.

4 Lettre du 30 juillet 1878, *Revue socialiste*, tome XLIX, janvier-juin 1909, p. 75.

des noms de personnes slaves qui portent les traces de leur transposition de l'alphabet cyrillique au latin ; l'histoire a voulu que ces noms ont connu, du fait des rapports de la Russie avec la Pologne et les terres germaniques, des notations particulières (ainsi, le “w” polonais, le “sch” et le double “f” final allemand). La composition Veladini y a ajouté parfois ses fantaisies. On a tenté d'adopter, dans chaque cas, la forme moderne la plus simple.

Les exemplaires du *Socialisme progressif* sont très rares en France. Il est absent de la Bibliothèque nationale de France. J'en recense deux à Paris, celui de la Bibliothèque Sainte-Geneviève (cote : Réserve AE SUP 1037), qui ne serait pas tout à fait complet, et celui du CEDIAS-Musée social (cote : 6 326 V8). La Bibliothèque de l'université de Poitiers en possède une collection incomplète (cote : Fonds Dubois 310), qui s'interrompt avec le n° 15. C'est en l'examinant que j'ai découvert en juin 2005 l'existence d'André Léo. J'utilise ici l'exemplaire de la Bibliothèque de Genève (cote : BGE E 712), qui est un don d'Élisée Reclus <sup>5</sup>.

Jean Pierre Bonnet  
14 décembre 2020

---

<sup>5</sup> On pourra regretter que ce dernier n'ait laissé aucune annotation manuscrite sur ces pages...

## *Le Socialisme progressif*

*Première série d'articles*

(numéros 1 à 5)

n° 1, 1<sup>er</sup> janvier 1878, [p. 1]

### **Notre programme <sup>6</sup>.**

Il y a trois mois, nous avons lancé le programme suivant :

En dépit des persécutions, le socialisme est resté. Il n'a succombé à rien de ce qui tue, matériellement ou moralement. Il est invincible ; car c'est la vie nouvelle qui vient remplacer la vie caduque ; c'est l'ébauche d'un développement nécessaire de la vie humaine.

Le socialisme a résisté non seulement à ses ennemis, mais à lui-même. Bien des idées fausses ont été rejetées, des données sérieuses acquises. Il a passé des rêves de l'enfance à une expérience chèrement payée, à une phase d'études sincères. Il persiste ; et malgré les obstacles apportés à son expansion, la puissance que cette persistance atteste pénètre tous les esprits. Ceux qui l'ont autrefois raillé ou honni éprouvent maintenant à l'aspect de ce mystérieux colosse une crainte respectueuse. On commence à faire du socialisme sans le savoir, et, si acharnés politiciens soient-ils, les hommes d'État sentent bien qu'il y a là quelque chose avec quoi il faut compter.

De là, ces alternatives de concessions apparentes et de répressions implacables, qui n'empêcheront pas l'humanité, après une transformation sociale devenue inévitable, d'entrer dans la phase de civilisation supérieure, où il n'y aura plus ni misère, ni servitude, ni ignorance populaire.

Car le socialisme est le dernier mot de la Révolution, par la *réalisation* des principes *écrits*, si vainement proclamés depuis près d'un siècle ; l'incarnation dans les faits sociaux de cette *liberté*, de cette *égalité*, de cette *fraternité*, restées jusqu'ici à l'état d'abstractions, et si étrangement accouplées à la continuation de l'état monarchique en toutes choses : dans la famille, dans le gouvernement, dans les rapports sociaux. Il est surtout, et c'est là sa force, l'accomplissement de l'immense besoin, rendu plus urgent par les conséquences de la grande industrie, qui pousse vers la justice sociale les opprimés de tout ordre, les généreux de toute classe et les peuples de toute nationalité.

Cependant, tandis que le socialisme devient de plus en plus généralisateur, et passe à l'état de philosophie scientifique et expérimentale, ses manifestations restent particulières à tel pays, ou à telle théorie, diverses écoles échan-[p. 2] gent de violentes polémiques : les forces restent éparpillées, et nul organe, du moins en langue française, la plus répandue en Europe, ne s'adresse à ce nombreux parti socialiste qui n'a d'autre programme que la réalisation de la justice, dans l'égalité et dans la liberté, et qui, tout en croyant à l'excellence, à la vérité de ce but, n'en croit pas moins la recherche utile et le progrès nécessaire.

Des socialistes, connus par des publications antérieures animées de ce même esprit, ont cru voir là un besoin à satisfaire et une utilité à remplir.

Ils veulent fonder sous ce titre : LE SOCIALISME PROGRESSIF, une revue de quinzaine de 32 à 36 pages, qui rendrait compte des idées et des faits concernant le mouvement social dans le monde entier, en même temps qu'elle travaillerait à une élaboration plus précise des principes et des moyens. Les auteurs n'ont pas de révélations à faire ; ils cherchent simplement un peu plus de vérité dans l'étude des faits et le mouvement des idées, en partant des principes que voici :

<sup>6</sup> Texte non signé, coécrit probablement par Benoît Malon et André Léo.

Ils reconnaissent comme base d'une ère nouvelle dans l'humanité le droit humain substitué au droit divin ; l'association libre des égaux remplaçant la société autoritaire composée de chefs et d'inférieurs. Ils croient que la justice n'existe pas à part de la personne humaine, et que par conséquent le droit de la société n'est autre chose que l'ensemble harmonique des droits individuels. Ils veulent la famille moralisée par l'égalité et la liberté. Ils croient que la somme des valeurs de production (terre, instruments de travail, moyens de transport, etc.) doit être propriété collective, pour que soit assuré à chaque être humain l'égalité de développement et de moyens d'action. Mais ils considèrent comme conforme à la justice et nécessaire à la moralité individuelle, que chaque travailleur dispose à sa manière de l'équivalent du produit intégral de son travail, les charges sociales étant remplies.

Les prolétaires des deux mondes ont tenté, il y a une douzaine d'années, une fédération des forces ouvrières qui a eu de grands résultats. Toutefois, par suite de circonstances terribles et de déplorables dissensions, le but n'a pas été atteint. Mais voilà que l'œuvre est reprise dans un esprit moins révolutionnaire et plus réformiste. Entre ces deux tendances du prolétariat moderne, nous nous efforcerons de faire de notre *Revue* un foyer de discussion et de rapprochement, afin d'aider à l'élaboration de données philosophiques et sociales communes, et à la fédération de toutes les forces socialistes.

À côté de l'exposition de principes, nous donnerons la plus grande place à l'inventaire du socialisme philosophique et militant, aussi bien dans le passé que dans le présent.

[*Suivent des annonces sur les sujets qui seront traités, et sur des articles à paraître.*]

n° 1, 1<sup>er</sup> janvier 1878, [p. 3]

### **La liberté dans le groupe <sup>7</sup>.**

Question fort à traiter en ce qui concerne l'avenir, et dont la solution pourrait se confondre avec celle de l'organisation sociale. Pour le moment, nous n'entendons l'appliquer qu'à l'organisation de notre *Revue*.

Pour des gens qui croient à l'autonomie de l'individu, en même temps qu'aux forces vives de l'association, et qui, en dépit de l'opportunisme ambiant, appliquent sincèrement leurs principes, le *Socialisme progressif* ne saurait être, à l'instar d'autres journaux ou revues, même républicains, une petite monarchie, où le rédacteur *en chef* revoit, taille, biffe ou corrige les pensées, les expressions de ses collaborateurs – pas même un conseil de rédaction où soit le mot d'ordre du moment, soit les *plus hautes* influences font la loi ; pas même un groupe d'égaux où la majorité imposerait à la minorité de perpétuels sacrifices. Le *Socialisme progressif* ne doit être que l'association libre de personnes unies par les mêmes principes et poursuivant le même but.

Mais dans ces conditions, même la diversité existe, ou peut exister, sur telle question secondaire, sur les voies et moyens. Toute individualité diffère d'une autre par quelque côté, et si l'identité devait être telle que chaque article dût être moralement signé par tous, il y aurait des difficultés, une oppression réciproque, des lacunes peut-être regrettables, et l'indépendance et l'originalité de la pensée en souffriraient.

La signature, qui écarte ces inconvénients et n'en comporte selon nous aucun autre, nous paraît donc utile. Cependant nous n'en abuserons pas. Et, pour plusieurs d'entre nous, de simples initiales suffiront à marquer les différences légères qui peuvent distinguer – nous ne voulons pas dire séparer – les rédacteurs du *Socialisme progressif*.

---

<sup>7</sup> Ici encore le texte n'est pas signé, et doit être l'œuvre commune des deux rédacteurs principaux, Malon et André Léo.

n° 1, 1<sup>er</sup> janvier 1878, [p. 4]

### Bulletin.

Notre revue arrive dans un mauvais moment ; les temps sont aux combats plus qu'aux investigations, plus qu'à l'étude des problèmes sociaux. Mais, si nous voulions attendre la paix sociale, nous attendrions longtemps, la paix ne pouvant venir qu'après l'accomplissement de la transformation sociale dont nous poursuivons l'avènement.

En attendant, l'ordre bourgeois règne dans toute sa beauté, c'est-à-dire avec son attirail de guerres et de crises, de meurtres, d'intrigues et de misère.

Victime encore une fois de la rapacité de l'aristocratie anglaise, l'Inde est, de nouveau, en proie à la famine <sup>8</sup>, qui vient périodiquement moissonner ses enfants par centaines de milliers.

L'Amérique du Sud ne sort pas de ses troubles inutiles, de ses désordres sanglants <sup>9</sup>. Quant à l'Amérique du Nord, corrompue par ses avides parvenus, elle marche à grands pas dans la démoralisation politique et elle vient d'inaugurer la phase des guerres sociales. Ses travailleurs, exploités et maltraités dans ce nouveau monde bourgeois, comme ils auraient pu l'être dans l'Europe monarchique, ont affirmé, par l'insurrection la plus inattendue <sup>10</sup>, leur prétention de vivre en travaillant, proclamant, par la voix de la poudre, aux yeux du monde entier, cette vérité, si terrible pour la vieille société, que, même avec la plus complète liberté politique, l'industrie la plus active et des terres vierges à défricher, la vie n'est pas supportable pour les travailleurs, et la justice sociale est impossible en régime de production capitaliste.

L'Europe est-elle dans une situation politique et sociale meilleure ?

Sur les terres orientales <sup>11</sup>, le sang coule à flots, et beaucoup plus, quoi qu'on dise, pour des

8 De 1876 à 1878, une grave crise de sécheresse entraîne une famine mondiale, extrême en Éthiopie, mais aussi très lourde en diverses parties du globe : Brésil, Afrique, Chine, et particulièrement dans le sud-est de l'Inde. Au dramatique phénomène climatique vient s'ajouter, selon l'avis des historiens (Mike DAVIS – *Génocides tropicaux, catastrophes et famines coloniales (1870-1900) : Aux origines du sous-développement*, Paris, La Découverte, 2003) et des économistes (le prix Nobel d'économie Amartya SEN – pour qui la cause principale des famines n'est pas due à un manque de nourriture, mais à des inégalités de distribution et aux exportations vers l'Angleterre) une mauvaise gestion des autorités britanniques, accusées d'incapacité et de négligence, mais aussi de faire passer l'approvisionnement de la Grande-Bretagne avant les urgences locales. Est mise en cause la responsabilité du vice-roi Edward Robert Bulwer-Lytton (gouverneur général du 12 avril 1876 au 8 juin 1880) accusé d'incompétence et d'indifférence au sort des affamés. L'historien Johann HARI accuse : Loin de ne rien faire pendant la famine, les Britanniques ont fait beaucoup pour empirer le choses. Les autorités ont en effet continué d'encourager les exportations vers la métropole, sans s'inquiéter des millions de morts sur le sol indien (« The truth ? Our Empire killed millions », *The Independant*, 19 juin 2006). Mike Davis renchérit : “Londres mangeait le pain de l'Inde”.

9 On peut citer la guerre civile colombienne (1876-1877), deux décennies plus tôt, la révolution fédérale du Venezuela (1859-1863), la guerre de la triple-alliance (1865-1870), opposant au Paraguay le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay...

10 En 1877, un vaste mouvement de grèves prend un aspect insurrectionnel. Commencées le 16 juillet sur le réseau ferré du *Baltimore and Ohio* (Maryland), elles s'étendent à presque tous les chemins de fer, et suscitent localement des arrêts de travail, manifestations, parfois émeutes. On compte des centaines de milliers de grévistes, des dizaines de morts et des centaines de blessés. (Cf. l'article de Marianne DEBOUZY « Grève et violence de classe aux États-Unis en 1877 », *le Mouvement social*, n° 102, janvier-mars 1978, p. 41-66.)

11 La guerre russo-turque de 1877-1878 oppose à l'Empire ottoman une alliance des États de Russie, Roumanie, Serbie et Monténégro. Malon ne peut pas connaître encore l'issue de ce conflit, qui s'achève avec l'armistice signée le 31 janvier par la Russie. La guerre se conclura par le traité de San Stefano (mars 1878), suivi du traité de Berlin (juin-juillet 1878). La Serbie et le Monténégro acquièrent leur complète indépendance, la Bulgarie s'augmente à San Stefano de la Macédoine qu'elle va reperdre à Berlin. La Russie obtient un droit de protection sur les chrétiens de l'Empire ottoman et un meilleur accès à la mer Noire.

Mentionnons aussi, pour le “sang qui coule à flot”, l'insurrection bulgare d'avril 1876, rapidement réprimée par l'armée ottomane et des irréguliers, et qui aboutit à un massacre de populations qu'on estime s'élever à 30 000 personnes. Les nouvelles émeuvent Victor Hugo, qui publie en première page du *Rappel* du 30 août 1876 : “... On

ambitions impériales que pour l'indépendance de nationalités opprimées. Ce que demande le vainqueur pour consentir à la paix, ce n'est pas la liberté de ces peuples danubiens qu'il disait vouloir défendre, il demande des provinces et des milliards, rappelant que, depuis 1871 surtout, le droit des gens en Europe est subordonné au droit de conquête. Et il y a 88 ans qu'un grand peuple, vainqueur des tyrannies clérico-féodales, a proclamé les *Droits de l'homme* ! L'Europe méridionale et centrale s'en tient, pour le quart d'heure, à la *paix armée*, cet état de siège international, qui conduira, s'il dure, les plus riches nations à la banqueroute et qui, en attendant, est fauteur d'oppression, de démoralisation et de misère <sup>12</sup>.

Prises en particulier, les nations ne sont pas dans une situation plus prospère ni plus stable. En politique, la lutte est partout. Les fils de 89 n'ont eu que de la mitraille pour les revendications socialistes ; mais voilà que les représentants du passé, tant ménagés par eux, reviennent à l'assaut, et cette pauvre bourgeoisie prise entre un passé qui la repousse et un avenir qu'elle n'a pas la générosité, ou la force, de comprendre, est toujours à combattre, soit contre les forces rétrogrades puissantes encore, soit contre les forces socialistes qui vont se développant et s'organisant ; elle verse vingt fois plus de sang pour endiguer le progrès qu'il n'en aurait coûté pour transformer le monde. Cette situation est à l'état aigu en France et en Espagne ; en Italie, en Allemagne, en Belgique, en Angleterre, en Autriche, elle est déjà menaçante ; elle [p. 5] s'annonce chez toutes les autres nations de l'Europe occidentale. En Russie, elle a pris tout à coup les plus grandes proportions. Une jeunesse qui compte dans ses rangs des fils et filles des plus illustres et des plus riches familles, une jeunesse dont la foi ardente et le dévouement effectif rappellent les jours de la propagande chrétienne des premiers siècles, se voue héroïquement au travail et à la pauvreté, aux emprisonnements et aux déportations probables, aux fatigues et aux souffrances de tout genre, pour répandre dans le peuple la moderne *parole de vie*, le socialisme <sup>13</sup>. La Sibérie n'a pas de martyrs plus

---

assassine un peuple. Où ? En Europe. Ce fait a-t-il des témoins ? Un témoin, le monde entier. Les gouvernements le voient-ils ? Non ! ... Quand finira le martyre de cette héroïque petite nation ?". Sauf que Hugo s'est trompé : il entend le récit atroce de l'extermination de "Balak", comme il l'écrit, c'est-à-dire le bourg bulgare de Batak, dont il croit que c'est une localité serbe, et il titre son article : "Pour la Serbie". Les tribulations de ce texte ne sont pas terminées : on a fait de cet article de presse une proclamation à l' "Assemblée nationale", en août 1876. Mais l'Assemblée nationale est le nom de l'entité où siègent les députés, depuis les élections de février 1871 jusqu'à celles de février-mars 1876, où elle prend le nom de Chambre des députés. Hugo a été un éphémère député de 1871, du 8 février au 1<sup>er</sup> mars. Il ne l'a plus été par la suite. Il est élu sénateur de la Seine le 30 janvier 1876, et s'il devait avoir tenu cette proclamation devant des parlementaires en août 1876, c'est dans l'enceinte du Sénat. Les séances d'août n'ont pas été nombreuses, puisque le 12, le Sénat se borne à constater que la session en cours est désormais close. Le *Pour la Serbie* de Hugo figure dans le tome des *Œuvres complètes : Actes et paroles : IV, Depuis l'exil, 1876-1885...*, Paris, Paul Ollendorff, p. 4-8.

- 12 Dans la *Revue des Deux Mondes* du 1<sup>er</sup> février 1894, Vincent Benedetti, ambassadeur de France en Prusse en 1870 et acteur malheureux du déclenchement de la guerre franco-prussienne, publie anonymement une analyse de *La paix armée et ses conséquences* (p. 481-523), et des résultats de la Triple Alliance (ou Triple) conclue entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie (1882-1914), mais déjà en puissance durant la décennie précédente : la montée des armements, et par conséquence celle des impôts (ce dont Malon fait de son côté l'observation pour l'Italie [Lettre à Mathilde Roederer du 2 avril 1873, cote Descaves 697 / 09A, et dans Benoît MALON, *Lettres à André Léo*, Œuvres, Ressouvenances, 2020, p. 230]), dont Benedetti tire les conséquences (p. 518) : tels sont les fruits amers de la paix imposée par Bismarck à l'Europe ; "elle met le vieux monde en présence de deux alternatives : la misère ou la guerre ; à moins qu'elle ne le conduise à une troisième catastrophe non moins redoutable : la guerre sociale."
- 13 Surtout après la fin du règne étouffant du tsar Nicolas I<sup>er</sup> (1855), on assiste dans l'Empire russe, au sein de la jeunesse aristocratique et universitaire – aussi bien chez les jeunes filles que chez les garçons – à une explosion du désir d'une vie qui ait sens et authenticité. C'est tout le vaste courant du populisme, qui revêt dans les terres russes un aspect bien différent de notre populisme occidental, volonté d'appeler tout le peuple – seul possesseur réel du sol russe, même si l'autocratie impériale a largement exploité à son profit ce sentiment profond – à prendre en main la charge de la Terre mère. Deux voies plus ou moins liées se rencontrent dans l'élan de ceux qui "vont au peuple": trouver dans les campagnes les ressorts d'un renversement de l'État par tous les moyens, pacifiques ou terroristes, et



méritants que ces *Nihilistes* qu'elle engouffre par milliers. Ainsi, le tsarisme russe est aussi impuissant que le libéralisme occidental contre ce besoin nouveau de transformation sociale que, sous peine de mort, la civilisation actuelle devra satisfaire. Dans l'ordre économique proprement dit, la vie est plus anormale encore. La production a à son service toutes les ressources d'une science digne d'une civilisation égalitaire, tandis que, d'autre part, cette même production est livrée à des arbitraires individuels que n'inspire aucune loi morale, c'est-à-dire à toutes les suggestions d'égoïsmes bornés et sans contrepoids. Ce qu'il en résulte, les scandales financiers, les abus du commerce, la subordination et la misère des producteurs le disent assez. Et pendant que l'échange et la répartition se font dans des conditions où l'équité n'a rien à voir, la production elle-même est aussi intermittente que mal ordonnée ; l'instabilité politique et les spéculations malsaines vont créant périodiquement les *crises* industrielles, qui sont à notre époque ce qu'étaient au moyen-âge les famines périodiques amenées par les brigandages des seigneurs.

Au moment où nous écrivons, la *crise* est encore générale. Or, qu'est-ce qu'une *crise* industrielle de cette importance ? Ce sont des millions de familles ouvrières sans aliments, sans feu, sans vêtements... et les produits agricoles et industriels abondent, le marché est engorgé.

Pour compléter ce tableau, dans divers centres industriels, les producteurs sont obligés de défendre par la grève, au prix du dénuement pour leurs familles, leur dignité d'homme et leurs pauvres salaires.

Ainsi le désordre et la guerre sont partout ; ainsi la société bourgeoise est aussi incapable d'assurer la paix et l'ordre que la justice ; car l'ordre et la paix ne sont possibles que dans une société juste.

B. M.

---

à l'avènement d'une société socialiste, ou, plus simplement, se consacrer totalement au peuple, renoncer aux avantages de la richesse et des hautes fonctions, exercer un humble service de médecin ou d'instituteur de village. Former le peuple, lui permettre d'atteindre des capacités sociales et politiques, on retrouve là une des grandes intuitions d'André Léo. Le pouvoir ne s'y trompe pas, il voit un danger aussi grand chez la jeune fille noble qui a renoncé à tout, argent, mariage, famille, pour devenir institutrice de village, que chez les nihilistes qui fondent sur la violence le renversement du tsar et du régime. Tout cela est magistralement analysé dans la somme proposée par Franco VENTURI, *Les Intellectuels, le peuple et la révolution : Histoire du populisme russe au XIX<sup>e</sup> siècle* (dans la traduction française par Viviana Pâques : Paris, Gallimard, 1972, 2 tomes).

n° 2, 15 janvier 1878, [p. 21]

### Bulletin.

Les prolétaires parisiens viennent de prendre une initiative importante : ils se sont affirmés comme parti socialiste militant, à propos des élections municipales.

Nous ne pouvons que les en féliciter ; il est temps pour eux de sortir de l'action purement coopérative, s'ils ne veulent pas se trouver bientôt à l'arrière-garde du mouvement ouvrier en Europe.

Certes, leur situation est difficile depuis 1871... Jusqu'ici, ils n'ont guère pu faire plus qu'ils n'ont fait. La fondation des chambres syndicales ouvrières<sup>14</sup>, l'envoi de nombreux délégués aux expositions de Vienne et de Philadelphie<sup>15</sup>, les remarquables *Rapports* qui s'en sont suivis, la réunion d'un congrès ouvrier à Paris<sup>16</sup>, sont des actes importants et dignes d'éloges. Mais ce qui était suffisant il y a deux, quatre ou six ans, ne l'est plus maintenant ; et c'est ce que les travailleurs socialistes parisiens ont très bien compris.

Déjà, lors de la crise lyonnaise<sup>17</sup>, ils formèrent une *Ligue républicaine du travail*<sup>18</sup>, qui déclara

14 Après un coup d'arrêt du fait de la guerre de 1870-71 et de la Commune, le développement des chambres syndicales reprend, malgré l'entrave de la loi Le Chapelier (interdiction de réunion non autorisée de plus de vingt personnes). On en compte en France 135 en 1875, 182 l'année suivante (cf. Jean William DEREYMEZ, « Naissance du syndicalisme », in Jean Jacques BECKER *et al.*, *Histoire des gauches en France*, Paris, la Découverte, 2005, p. 463-587).

15 Expositions universelles de Vienne (1873), de Philadelphie (1876). Des délégués ouvriers y sont envoyés. Leurs rapports sont publiés. Ainsi, pour Vienne : *Délégation ouvrière française à l'Exposition universelle de Vienne, 1873, Rapport d'ensemble*, Paris, V<sup>e</sup> A. Morel, 1876, 654 p. ; pour Philadelphie : *Rapports de la délégation ouvrière libre à l'Exposition universelle de Philadelphie, 1876. Mécaniciens*, Paris, Sandoz et Fischbacher ; V<sup>e</sup> A. Morel, 1877, 236 p. ; *Exposition universelle de Philadelphie, 1876, Rapports de la délégation ouvrière lyonnaise*, Lyon, X. Jevain, 1877, 520 p.

16 Du 2 au 10 octobre 1876 (cf. les *Séances du Congrès ouvrier de France, Session de 1876, tenue à Paris du 2 au 10 octobre*, Paris, Sandoz et Fischbacher, 1877, 533 p.) ; suivi du Congrès de Lyon, du 28 janvier au 8 février 1878 (cf. *Séances du Congrès ouvrier de France. Deuxième session, tenue à Lyon du 28 janvier au 8 février 1878...*, Lyon, Jules Trichot, 1878, 533 p.).

17 La chute du commerce de la soie entraîne un chômage massif : crise commencée en 1876, et qui s'aggrave en février-mars 1877. (Cf. la suite d'articles de Jules GUESDE, « La Crise lyonnaise et l'ordre social » dans *le Radical*, 1877, février [n°s 7, du 25, p. 2 (col. 4-5) ; 8, du 26, p. 2 (col. 1-3) ; 10, du 28, p. 2 (col. 2-3)] & mars [n°s 12, du 2, p. 1 (col. 6)-2 (col. 1-2) & 15, du 5, p. 1 (col. 6)-2 (col. 1-2)] ; repris dans Jules GUESDE, *Çà et là...*, Paris, Marcel Rivière, 1914, p. 83-104.)

18 La Ligue républicaine du travail : je propose un article de *la France*, du 20 février 1878 (p. 2 [col. 6]-p. 3 [col. 1]) : « Questions ouvrières. On nous demande d'insérer le document suivant. Nous le faisons volontiers, convaincus que rien ne doit être négligé pour arriver à améliorer la situation des travailleurs, et laissant, d'ailleurs, à la discussion libre le soin de faire un choix entre le progrès légitime et les chimères dangereuses : **Ligue républicaine du travail contre le paupérisme**. Le premier groupe des ligueurs. Il est utile de rappeler qu'au mois de mars 1877, alors que le chômage s'étendait dans tous les centres manufacturiers de la France et que la crise industrielle lyonnaise sévissait avec la plus alarmante et la plus cruelle intensité, des ouvriers de Paris, au nombre de plus de 150, typographes, tailleurs, bijoutiers, ébénistes... conçurent l'idée, sous l'influence d'un vif sentiment de justice et d'humanité, d'appeler la haute attention des municipalités et des représentants du peuple sur la fréquente périodicité du chômage qui lèse si gravement les intérêts les plus essentiels du travail et condamne souvent l'ouvrier à la plus affligeante détresse.

« Dans la pensée des initiateurs, il s'agissait d'engager les élus de la France et les édiles de nos cités, dépositaires de la confiance et des intérêts publics, à provoquer et organiser un grand et libéral mouvement économique qui vint secouer le marasme des affaires et encourager tous les détenteurs de capitaux à rendre au travail une féconde et bienfaisante activité. Il s'agissait aussi de préparer par de judicieuses et prévoyantes réformes de meilleures conditions d'existence aux classes laborieuses, qui sont toujours fatalement victimes des troubles industriels et sociaux ; il importait encore de faire reconnaître que le rôle essentiel de l'ouvrier dans l'œuvre de production lui donne des droits incontestables dans l'actif de la richesse sociale et, à ce titre, tout esprit honnête et juste approuvera que son existence soit entourée de sérieuses garanties contre la pauvreté et la misère.

« Dans ce but, une réunion publique eut lieu. Elle fut présidée par M. Codet, député, ayant pour assesseurs MM. Jobbé-Duval et François Combes, membres du conseil municipal de la [p. 3] ville de Paris. Toute la pensée des initiateurs y fut discutée et accueillie avec un enthousiasme tout patriotique ; puis un vote unanime d'approbation les

hautement que la solution du problème social devait être cherchée dans le socialisme collectiviste.

Voici maintenant le fait dont nous parlions plus haut.

Un comité républicain des ouvriers démocrates-socialistes s'est formé pour les élections municipales <sup>19</sup> dans le quartier de S<sup>te</sup> Marguerite (11<sup>e</sup> arrondissement) <sup>20</sup> et a offert la candidature au citoyen Chausse, ébéniste, à charge par lui d'accepter un mandat impératif, précédé de cette déclaration de principes :

1° Abolition de tous les privilèges et monopoles.

2° Le capital agricole et industriel et tous les instruments de travail mis à la disposition de ceux qui les emploient, afin que le produit intégral de son travail soit acquis à chacun.

3° Autonomie de la Commune, complètement débarrassée de la tutelle de l'État.

4° Application du principe électif permanent à toutes les fonctions publiques et intégrité du

encouragea à poursuivre la réalisation de leur projet.

“Malheureusement, la période néfaste du 16 mai, qui vint jeter le trouble et l'inquiétude dans les esprits, paralysa pendant toute sa durée les moyens de propagande et d'organisation. Aujourd'hui que les horizons politiques semblent moins obscurs, moins chargés d'orage et nous laissent entrevoir la pacification entre les partis, il nous paraît indispensable, dans l'intérêt même d'une conciliation durable, et pour satisfaire à tous les intérêts moraux et matériels du pays, de reprendre cette œuvre d'activité, de justice et de progrès.

“C'est donc un grand parti du travail qu'il s'agit de fonder, non seulement pour l'action, mais pour l'étude ; un parti toujours militant contre la routine, l'ignorance, l'égoïsme.

“Pour procéder à sa formation, le moyen nous semble simple. Tout d'abord, que ceux qui ont conscience du mandat social et de la solidarité se rapprochent et se groupent ; que chaque cité de la République soit un centre d'attraction ; puis, enfin, les groupes se fédéraliseront pour accomplir, aux conditions d'un pacte consenti par tous, l'évolution économique qui est l'objet du projet.

“Par quels moyens pratiques la fédération poursuivra-t-elle les améliorations et les réformes utiles ?

“Dans l'ordre industriel et agricole, elle substituera :

“1° Au régime, si compliqué et si onéreux des intermédiaires commerciaux, la méthode rationnelle, morale et peu coûteuse de la coopération : clef de voûte de la solidarité effective et de l'émancipation économique des travailleurs.

“2° Au régime financier du monopole, le crédit <> gratuit.

“3° A l'impr<ce> administrative et à la charité impuissante, l'assurance industrielle obligatoire contre le chômage, les infirmités prématurées et la vieillesse.

“Dans l'ordre social, la fédération poursuivra devant les chambres législatives :

“L'abrogation des lois restrictives de la liberté du travail ;

“Et la réforme fiscale suivante :

“La réduction de l'impôt au dixième du revenu territorial ;

“L'application d'un impôt unique et proportionnel au revenu dépensé.

“Le parti du travail s'organise sous la dénomination de *Ligue républicaine du travail contre le paupérisme*, et inscrit au frontispice de son institution : *Patrie – Devoir – Honneur – Humanité*.

“Ont adhéré... <Suit une liste d'adhérents>.

“Aussitôt que les adhésions s'élèveront au nombre de 1000, les adhérents seront convoqués en assemblée générale pour discuter et modifier, s'il y a lieu, les statuts définitifs de la *Ligue*.

“Les adhésions doivent être adressées au secrétaire provisoire de la Ligue, M. J. Pioche, 28, rue du Mont-Thabor, Paris. [...]

“J. Pioche.”

Joseph PIOCHE (18 décembre 1814, Châtillon-sur-Seine, Côte-d'Or - 1er janvier 1895, Les Lèves-et-Thoumeyrague, Gironde). Négociant, coopérateur, directeur d'exploitation viticole. Conciliateur entre Paris et Versailles pendant la Commune.

19 Des 6 et 13 janvier 1878.

20 Cf. l'article de l'*Égalité* de Jules Guesde, n° 6, du 6 janvier 1878, page 5, col. 2 & 3 : “Élections municipales. Quartier Sainte-Marguerite. Comité républicain des ouvriers démocrates socialistes. Citoyens. Les intérêts de la classe ouvrière ne pouvant être sincèrement défendus que par ceux qui connaissent ses misères; ses besoins et ses aspirations, nous venons affirmer cette vérité en vous proposant de confier votre mandat de Conseiller municipal aux citoyens ouvriers. Les élections du 6 janvier auront le caractère d'une imposante protestation contre le pouvoir personnel, et elles seront une affirmation républicaine à laquelle la démocratie socialiste ouvrière s'associe pleinement. Mais il importe aussi que ces élections attestent, qu'à dater de ce jour, la démocratie socialiste ouvrière entend défendre elle-même ses intérêts dans les assemblées municipales et politiques dont on l'a soigneusement exclue jusqu'ici.

suffrage universel, sans conditions de domicile.

5° Égalité de l'homme et de la femme devant le Code civil, et rétablissement du divorce.

6° Entretien, éducation et instruction intégrale et professionnelle garanties à l'enfant aux frais de la Commune.

[p. 22] 7° Suppression de toutes les lois restreignant la liberté individuelle, la liberté de la presse, de réunion et d'association.

8° Gratuité de la justice et établissement du Jury, réorganisé sur la base du suffrage universel, pour toutes les affaires.

9° Révision de tous les traitements, de façon qu'aucun ne soit ni excessif, ni insuffisant, et rétribution de toutes les fonctions.

10° Abolition des armées permanentes et leur remplacement par la milice nationale.

11° Suppression absolue du budget des cultes et des religions d'État.

12° Transformation du système fiscal en impôt unique de redevance.

13° Réorganisation du système pénitentiaire : établissement de colonies agricoles et industrielles où le coupable sera ramené au bien plutôt que puni.

14° Abolition de la peine de mort.

15° Amnistie pleine et entière immédiate <sup>21</sup> ; etc.

Le citoyen Chausse n'a pas été élu, et pourtant les démocrates-socialistes sont certainement en majorité dans ce quartier ; mais pour réussir, il faut être organisé.

Si les innombrables socialistes français disséminés dans les principales villes de France veulent pouvoir travailler efficacement à leur émancipation, qu'ils imitent leurs frères de Belgique, d'Allemagne, de Suisse, d'Amérique, de Danemark, de Portugal, etc. et qu'ils adoptent un programme commun de principes et d'action.

Les efforts isolés peuvent produire de l'agitation, mais ne peuvent avoir sur la marche générale des événements aucune influence appréciable.

Si l'on objecte qu'il y a trop de divergences pour qu'on puisse faire un programme de principes, nous répondrons : constituez deux partis socialistes qui se fédéreront pour l'action, et le résultat sera le même.

B. M.

---

“Dans ce quartier ouvrier et déshérité, l'élection de votre candidat est assurée si tous ceux qui souffrent de l'organisation sociale actuelle, veulent s'associer à nos légitimes revendications et proclamer la nécessité de la République démocratique et sociale, seule base durable de la société moderne.

“Citoyens,

“Que chacun de vous aille au scrutin pour déposer dans l'urne le nom du citoyen Émile Chausse, ébéniste.

“Votre vote, affirmation du programme ci-dessous, accepté par ce citoyen, signifiera : abolition des privilèges, proclamation de l'égalité sociale.”

Suit la déclaration de principes énumérés ci-dessus.

Le quartier Sainte-Marguerite est le 44° des quartiers administratifs de Paris. Il forme un triangle dont les sommets touchent approximativement le Père-Lachaise et les places de la Bastille et de la Nation.

Émile CHAUSSE (6 juillet 1850, Paris-28 décembre 1941, Nogent-sur-Marne, Val-de-Marne). Ébéniste, membre de l'Internationale, conseiller municipal de Paris de 1893 à 1935.

L'élection va donner 391 voix à Chausse, contre 2682 au candidat gambettiste Ulysse Parent.

21 Le texte de l'*Égalité* se poursuit par la fin de l'article 15° et un long article 16° :

15° Amnistie pleine et entière immédiate pour toutes les condamnations relatives aux événements politiques qui se sont produits jusqu'à ce jour, et des secours assurés aux amnistiés en rentrant dans leurs foyers.

16° Enfin le mandataire dans tous ses actes devra s'inspirer des revendications qui viennent d'être formulées, soit qu'il s'agisse de la révision de la Constitution, des lois d'impôt, d'assistance publique, budget des cultes, instruction publique, voirie, etc., etc.

Et en attendant, comme seule garantie que les électeurs puissent avoir de leur mandataire, celui-ci laissera entre leurs mains un contrat déterminant les cas dans lesquels les électeurs pourront disposer de sa démission déposée avant l'élection, avec date en blanc.

n° 2, 15 janvier 1878, [p. 40]

### Bibliographie.

**Essai d'un cathéchisme socialiste** [sic = **Essai de catéchisme socialiste**], par Jules Guesde. Kistemaekers [= Kistemaeckers], éditeur, 60 boulevard du Nord, Bruxelles, prix 1 fr.

**La Révolution économique et sociale**, par J. F. Arnaud. Librairie des sciences sociales, 29 rue St. Jacques, Paris. Prix 3 fr.

**La Collectivité**, étude sociale par A. de Brévans, même librairie. Prix 1.50.

Notre ami Kistemaekers<sup>22</sup>, l'éditeur de l'*Histoire de la Commune*<sup>23</sup> par Lissagaray<sup>24</sup>, entreprend la publication d'une *Bibliothèque socialiste*<sup>25</sup>, à raison d'un volume par mois, à 1 fr. Les deux premiers volumes sont l'*Essai d'un catéchisme socialiste* [sic<sup>26</sup>], par Jules Guesde et l'*Histoire populaire de la Commune*<sup>27</sup> par A. Arnould<sup>28</sup>. L'*Essai d'un catéchisme socialiste* a déjà paru et nous ne pouvons que le recommander vivement à nos lecteurs.

Jules Guesde est une brillante personnalité du néo-socialisme français ; il apporte dans l'étude des questions sociales un esprit hardi qu'aucune conséquence n'effraie, une dialectique serrée, bien servie par une convenable préparation philosophique et une compréhension parfaite des phénomènes économiques, toutes choses qui en font un publiciste socialiste plein d'avenir.

L'*Essai de catéchisme socialiste* dénote dans son auteur toutes les qualités précitées. C'est le premier exemple d'un catéchisme matérialiste socialiste. Aucune question n'y est éludée ; l'auteur, qui appartient au communisme matérialiste et anarchiste, n'hésite jamais à se prononcer. Les *origines de l'homme*, sa misère première, sa rédemption progressive par le travail (ou *productivité*) et l'association, qui le différencient des animaux, *les destinées splendides réservées à l'humanité*, si elle sait être juste et solidaire ; *le droit de vivre et le devoir de travailler, les droits et les devoirs*, dérivant de l'association (imposée aux hommes par la force des choses) ; *le libre arbitre* (sa réfutation), *la morale* (matérialiste), *l'éducation, la liberté, la propriété, le travail, la famille, l'État, la théorie de la population*, sont traités dans cet excellent petit livre avec une grande vigueur et un véritable talent.

22 Henry Hubert KISTEMAECKERS (30 mars 1851, Anvers-9 décembre 1934, Paris). Éditeur à Bruxelles des proscrits de la Commune et des écrivains naturalistes.

23 *Histoire de la Commune de 1871*. Première édition en 1876.

24 Prosper Olivier LISSAGARAY (24 novembre 1838, Toulouse-25 janvier 1901, Paris IX<sup>e</sup>). Littérateur et journaliste républicain socialiste.

25 *Petite bibliothèque socialiste*.

26 Le titre exact est : *Essai de catéchisme socialiste*, mais on constate ici, comme en d'autres endroits, que Benoît Malon (pas plus qu'André Léo) ne s'arrête à la précision des titres, pas plus qu'à l'intitulé rigoureux des syndicats ou associations diverses, retenant le *sens* aux dépens du *mot à mot*.

27 *Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris*, en trois tomes, 1878.

28 Arthur ARNOULD (17 avril 1833, Dieuze, Moselle-24 novembre 1895, Paris X<sup>e</sup>). Journaliste et homme de lettres, membre de l'Internationale et de la Commune de Paris.

**La Révolution économique et sociale.** *Solution radicalement démontrée et d'exécution facile, sans aucune intervention de l'État, et en respectant complètement la liberté et la fortune de tous.*  
**Organisation du crédit** <sup>29</sup> par J. F. Arnaud <sup>30</sup>.

Abolition de l'intérêt des capitaux  
 Par la monétisation de tous les capitaux  
 Et la monétisation des capitaux  
 Par la solidarisation de tous les capitaux.

Voilà un titre suffisamment explicatif et qui promet beaucoup. J. F. Arnaud appartient à cette catégorie des disciples de Fourier qui ne se croient pas obligés de suivre le maître dans tous ses errements et qui se permettent de tirer eux-mêmes des conclusions de l'idée-mère du fouriérisme : *Groupement spontané et harmonieux de tous les êtres humains conformément à leurs aptitudes et à leurs penchants et heureux pour que chacun soit libre, le plus possible.*

Tout en n'abordant la question sociale que par l'organisation du crédit, J. F. Arnaud aboutit cependant à une donnée collectiviste.

[p. 41] Malgré sa préoccupation d'être pratique avant tout, notre auteur nous paraît fort utopiste, quant à l'efficacité qu'il attribue aux moyens préconisés par lui ; mais l'on ne saurait nier qu'il n'y ait dans son livre une idée féconde bien digne des méditations de ceux que préoccupe la question sociale. On trouve, en outre, dans ce livre, des monographies aussi claires qu'instructives de la *Banque de France*, du *Crédit foncier*, des *Magasins généraux*, des *Monts de Piété*, etc. ; c'est une autre raison pour en recommander la lecture aux socialistes.

Voici une analyse succincte de la théorie de l'auteur :

Les trois grandes lèpres sociales sont la *rente*, le *patronat* et le *commerce*. La rente dérive de l'intérêt de l'argent, qui aboutit à ceci qu'un individu, pour avoir accumulé quelques richesses, pourra dépenser toujours sans jamais les diminuer ; et pour quelques années de travail (quand c'est par le travail qu'ont été amassées ces richesses) transmettre à ses descendants des milliards d'années d'oisiveté. N'est-ce pas là un fait qui révolte la raison, sans parler de beaucoup d'autres, non moins iniques ? L'œuvre pressante, c'est d'abolir l'intérêt de l'argent, sans lois liberticides, sans spoliation, sans léser aucun intérêt. Il faut pour cela rendre le prêt inutile. Comment ? en permettant à chacun de *monétiser* son avoir, de quelque nature qu'il soit. Cette monétisation est d'abord individuelle. J'ai besoin de 500 fr., j'engage à l'établissement de *crédit*, *Dock*, *Mont de Piété*, ou *Crédit foncier*, une marchandise, un objet ou une terre, de la valeur de 1000 fr. ; on m'en donne un récépissé et un *warrant*, indiquant que j'ai déposé, ou hypothéqué, une valeur sur laquelle 500 fr. sont garantis. Je détache le warrant, et le porte à la banque, qui me donne 500 fr. en billets, monnaie courante et j'ai l'argent dont j'avais besoin, sans payer autre chose qu'une petite commission d'un demi % par exemple. Au temps fixé, je vais reprendre mon gage, ou déshypothéquer ma propriété.

Mais pourquoi ne retirer que 500 fr. de 1000 fr. ? Pour que l'établissement de crédit soit garanti contre toute perte possible. Si donc nous formons des sociétés de solidarité, l'établissement, étant mieux garanti, pourra nous donner, quand nous voudrons *monétiser* une valeur quelconque, les 70 ou 80 % de ladite valeur. Si maintenant ces sociétés de solidarité s'unissent, si, en un mot, toute la nation se solidarise, alors les risques deviennent presque nuls, et quiconque voudra *monétiser* son avoir recevra en warrants échangeables, comme toujours, contre des billets de la banque, une valeur

29 "Organisation du crédit" ne figure pas dans le titre. L'adresse du livre donne "Paris, chez l'Auteur-éditeur, 50, rue des Marais ; et à la Librairie des sciences sociales, 13, rue des Saints-Pères, 1870". Il est possible que l'ouvrage ait déjà connu un tirage en 1869.

30 Joseph François ARNAUD (12 avril 1835, Lyon-29 avril 1878, Paris X<sup>e</sup>). Comptable. L'auteur est identifiable parce que J. F. Arnaud donne son adresse, 50 rue des Marais (Paris, X<sup>e</sup>), qui est également celle de Joseph François Arnaud, lorsqu'il se marie le 3 janvier 1874. Il n'est dès lors guère possible qu'il s'agisse de deux "J. F. Arnaud" distincts résidant à la même adresse.

presque égale et n'aura à payer qu'une commission insignifiante. Ainsi la monnaie métallique est supprimée, comme superflue ; la monétisation presque universelle des capitaux solidarisés rend le crédit inutile. Alors un autre phénomène se produit : la réforme des Magasins généraux a déjà supprimé le commerce individuel ; la monétisation des capitaux a transformé les propriétaires en simples usufruitiers ; les capitaux fixes sont pour ainsi dire la propriété de la collectivité, représentée par la *Banque nationale* ; le patronat va succomber à son tour. Dans l'état de solidarité universelle, la capacité et l'honnêteté sont *monétisables*, aussi bien que les richesses matérielles. Les travailleurs s'associent, font monétiser leurs capacités, ce qui leur procure des usines, de la matière première et des machines ; les associations ouvrières se fédèrent. Et bientôt l'humanité voit ses enfants heureux par le travail, universalisé et rendu attrayant ; le bien-être quadruplé et étendu à tous, dans un régime de liberté et de solidarité parfaites. L'auteur du moins le croit ainsi.

**La Collectivité**, *étude sociale* par A. de Brévans <sup>31</sup>.

M. de Brévans, fouriériste lui aussi, est un chercheur de bonne foi et à l'esprit ouvert. Sans sortir du fouriérisme, et par la simple logique appliquée aux phénomènes sociaux, il aboutit à la collectivisation des capitaux. Seulement il la croit réalisable par des associations de travailleurs qui, après s'être constituées, appelleraient les capitalistes dans leur sein. Ceux-ci, dit Mr. de Brévans, donneraient volontiers leurs capitaux aux associés, en échange d'actions dont on leur paierait l'intérêt : Nous sommes toujours dans la donnée phalanstérienne : *Association du capital et du talent*.

[p. 42] Mais écoutons l'auteur de la *Collectivité*. Je cite en résumant : « Tous les hommes sont égaux. Cet axiome de justice se traduit : en politique, par *l'égalité civile*, qui a pour conséquence le *suffrage universel* et la *gérance perpétuellement amovible* ; en économie sociale, par l'égalité des droits et des devoirs, le droit de vivre et de prospérer, c'est-à-dire *la libre disposition du Capital social, du Fonds commun*, avec le principe de l'équitable répartition : *À chacun selon ses œuvres!*

« Par capital socialisé, il faut entendre l'organisation générale du *Fonds commun*, selon la nature réelle des intérêts et pour le meilleur rendement possible ; car la libre application des facultés intellectuelles et physiques de tous nécessite la libre et permanente disposition d'un capital général, qui ne peut être que fonds commun. En effet, du moment où la matière première et l'instrument de travail ne sont pas la propriété de tous, le droit de vivre est restreint par l'intérêt individuel ; et l'intérêt public est paralysé dans son essor par le manque d'emploi ou d'organisation de toutes les forces virtuelles.

« En somme, nous voulons *l'ordre rationnel* qui donne : le *Fonds commun* ou *la propriété collective*, la *Famille libre*, sous le patronage de la société ; la *Conscience* et la *Justice*. »

L'ouvrage se termine par des modèles de statuts pour les collectivités agricoles et les collectivités industrielles.

Sans entrer dans une discussion spéciale sur la théorie de ces deux derniers auteurs, nous remarquerons qu'ils tombent dans le grand défaut de quelques fouriéristes qui croient que l'association seule peut, sans qu'il soit touché aux privilèges, transformer la terre en paradis.

B. M.

31 *Alphonse Charles Joseph MORÉAL DE BREVANS, La Collectivité*, Paris, Le Chevalier, 1872. (Porte en avant-titre : "Étude sociale"). A. Ch. J. Moréal de Brévans (14 mars 1823, Arbois-1<sup>er</sup> janvier 1890, Paris III<sup>e</sup>), agent comptable du Conservatoire des Arts-et-Métiers, est aussi un écrivain polygraphe (œnologie, chasse, ornithologie, économie), et un artiste-peintre.

n° 3, 31 janvier 1878, [p. 54]

### La presse socialiste italienne <sup>32</sup>

L'Italie est, avec l'Allemagne, le pays où les journaux socialistes sont le plus nombreux. Mais, tandis qu'en Allemagne les journaux socialistes prospèrent, en Italie, sauf exception, ils vivent peu. On peut évaluer à plus de vingt peut-être ceux qui depuis 1870 ont sombré, et parfois n'ont vécu que quelques mois ou quelques semaines.

Parmi ces morts, citons : la *Campana* (la Cloche), la *Fratellanza* (Naples), la *Lanterna* (Milan), l'*Eguaglianza* (Girgenti), les divers *Fascio* [p. 55] *operaio* (le Faisceau ouvrier : Florence, Bologne, Turin), l'*Alba* (l'Aube, Trieste), la *Democrazia* (Catane), il *Piccolo scoglio* (le Petit écueil, Livourne), il *Risveglio* (Sienne), la *Fame*, il *Miserabile* (Parme), *Patatrac* (Città di Castello), il *Scaraffaggio* (Trapani), il *Petrolio*, il *Popolino*, la *Voce dell'operaio*, l'*Internazionale*, l'*Anticristo*, *Sempre avanti*, il *Comunardo*, la *Canaglia*, la *Giustizia*, l'*Agitatore*, etc. D'autres, tués par le fisc, sont ressuscités plus tard avec d'autres rédacteurs, mais dans le même esprit, comme le *Martello* de Milan (1873) remplacé par le *Martello* de Bologne (1876-77) qui ne tarda pas à devenir l'organe central des anarchistes italiens, et fut emporté par la réaction qui suivit les faits de Bénévent <sup>33</sup>.

Il y eut en outre, immédiatement après la Commune de Paris, qui donna une grande impulsion au socialisme italien, quelques journaux républicains socialistes, dont le plus célèbre fut le *Gazzettino rosa*, de Milan, où écrivaient entre autres Achille Bizzoni <sup>34</sup>, intelligent et vaillant publiciste, directeur actuel du *Popolo* de Gênes, et volontaire des Vosges en 1870, Felice Cameroni <sup>35</sup>, l'estimé et sympathique critique littéraire du *Sole* de Milan, Felice Cavallotti <sup>36</sup>, le député républicain radical, qui est avec Carducci <sup>37</sup> le plus populaire des poètes de la démocratie italienne. Le *Gazzettino rosa* défendit vaillamment les vaincus contre les calomnies réactionnaires et mazziniennes. Un certain nombre de ces journaux qui, sans être socialistes, ont des aspirations humanitaires et à l'occasion défendent la cause de l'avenir, se publient en ce moment, entre autres : la *Farfalla* (de Milan), le plus répand des journaux littéraires italiens, la *Spira*, le *Masaniello*, *Gli Operai* (de Naples), la *Favilla* (de Mantoue), l'*Ateo* (de Livourne) courageux organe de la libre pensée en Italie, le *Popolo* de Gênes, etc. Au même titre, on peut nommer le *Tipografo* (de Rome), organe central de la corporation des typographes. Mentionnons aussi, comme journaux d'intérêt local, qui insèrent de temps à autre des articles socialistes : la *Lince* (de Palerme) et la *Provincia* (de Forli).

Après les faits de Bénévent, parut une feuille clandestine des anarchistes : le *Bollettino socialista rivoluzionario*, qui n'existe plus. Vers la même époque, parurent également l'*Ottantanove* à Florence, il *Lavoratore* à Rome, il *Diritto* à Monsélice, tous trois anarchistes, il *Nuovo paese*, à Sienne, il *Bollettino sociale* à Reggio d'Emilia, ces deux derniers collectivistes ou propagandistes <sup>38</sup>.

<sup>32</sup> Vu le nombre important de journaux cités, et pour éviter une multiplication des notes, nous proposons une récapitulation de l'ensemble de ces titres en annexe à cet article, à la suite de celui-ci.

<sup>33</sup> Entraînés par Cafiero, Malatesta et Cesare Ceccarelli, un petit groupe de jeunes gens, la "banda del Matese" lancent (5-11 avril 1877) une expédition en vue de soulever les paysans de la Campanie et d'occuper Bénévent. C'est un échec total.

Carlo CAFIERO (1846-1892), militant anarchiste ; Errico MALATESTA (1853-1932), communiste libertaire ; Pietro Cesare CECCARELLI (c. 1842-1886), "propagandiste par le fait", considéré comme le principal initiateur de l'affaire.

<sup>34</sup> Achille BIZZONI (1841-1903), journaliste, directeur de presse. Il participe pendant la guerre franco-prussienne de 1870 à l'armée des Vosges formée par Garibaldi autour d'Autun.

<sup>35</sup> Felice CAMERONI (1844-1913). Journaliste et critique littéraire de tendance radicale.

<sup>36</sup> Felice Carlo Emmanuelle CAVALLOTTI (1842-1898), journaliste, dramaturge et homme politique de gauche.

<sup>37</sup> Giosuè CARDUCCI (1835-1907), poète, prix Nobel de littérature.

<sup>38</sup> NdA : On sait que le parti socialiste italien est divisé en deux fractions ennemies : celle des *Anarchistes* et celle des *Collectivistes*, appelés *Propagandistes* par leurs adversaires. Depuis la disparition du *Martello* et de l'*Anarchia*, les



Ces publications n'ont pas vécu non plus. Nous saluons avec une sympathie particulière il *Lavoratore* de Mantoue, organe populaire de milliers de cultivateurs lombards, associés sous le titre de *I Lavoratori di Mantova*. Si les paysans des autres parties de l'Italie savaient suivre le noble exemple qui leur est donné par ceux de Mantoue, ils seraient près de leur affranchissement.

Parmi les journaux socialistes récemment disparus, nous parlerons spécialement de l'*Anarchia*, fondée à Naples par le professeur Emilio Covelli <sup>39</sup>, qui a été, pendant quelques mois (d'août à novembre) l'organe le plus autorisé du parti anarchiste en Italie.

Si nous déplorons que Covelli ait cru devoir attaquer violemment [p. 56] les *propagandistes* en particulier et les non anarchistes en général, constatons que c'est celui de son école qui exposait le mieux la théorie anarchiste. Nous citons les lignes suivantes à titre de renseignement :

« L'Humanité se divise en oppresseurs et en opprimés. Les premiers ont besoin d'un État pour sanctionner leur oppression, en restreignant dans de certaines limites la liberté des autres. Les autres tendent à s'insurger contre tout gouvernement et à s'associer librement.

« D'une part donc, la politique aristocratique, ou démocratique, de l'autre, le socialisme, le vrai socialisme, le socialisme anarchiste révolutionnaire <sup>40</sup>.

« Les opprimés ont toujours tenté de s'affranchir et de s'associer. Ils n'ont pas réussi parce qu'ils se sont tournés contre une forme de gouvernement, et non contre l'autorité elle-même...

« Instruit par ses revers, le socialisme, d'autoritaire qu'il était, s'est fait anarchiste... (*Anarchia*, n° 1).

« Nous sommes donc anarchistes, et comme tels nous croyons que la société est un ordre qui résulte du naturel développement de l'humanité. Nous croyons que l'humanité, comme les animaux, les plantes, les minéraux, comme toute chose, a ses lois naturelles et que la création et la conservation de l'ordre ne sont l'œuvre de personne.

« Pas plus que l'univers n'a besoin d'un Jéhovah, la société politique n'a besoin d'un roi, d'un président, ou d'un dictateur quelconque.

« L'anarchie c'est la guerre à tout ce qui trouble, ou empêche, le développement des lois naturelles. Nous nous efforcerons de rechercher ces lois et de réaliser celles qui sont déjà découvertes. (*Anarchia*, n° 4.) »

Voilà pour le programme philosophique. Quant au programme économique, l'*Anarchia* (n° 2) accepte les réponses suivantes, faites par un des prisonniers de Bénévent au correspondant du *Pungolo* de Naples :

« Nous voulons le *collectivisme* et non le *communisme*. Avec le *communisme*, il y a un État qui possède et administre les richesses pour le compte du peuple. Il y a une hiérarchie et une organisation législative, une autorité en un mot ; or nous ne sommes pas autoritaires, nous ne voulons ni hommes en livrées, ni soldats en uniforme ; nous n'avons besoin d'aucune autorité pour vivre. La terre est commune, il ne doit pas y avoir de capital (sic). La seule propriété c'est le travail. Qui travaille vit, nous ne voulons pas de patron... La famille, comme elle est constituée, doit disparaître. Le mariage ne doit pas être un contrat, mais un lien naturel d'amour <sup>41</sup>. »

---

Anarchistes n'ont pas d'organe en Italie. Ils ont en Suisse le *Bulletin de la Fédération jurassienne*. Les propagandistes ont deux journaux spéciaux : la *Plebe* de Milan et le *Povero* de Palerme.

39 Emilio COVELLI (1846-1915), avocat, membre de l'AIT, marxiste anti-autoritariste.

40 NdA : La marche générale du socialisme n'est pas aussi simpliste que cela (*La Réd.*)

41 NdA : Nous recevons à l'instant le n° 8 de l'*Égalité*, de Paris. Notre excellent confrère a inséré une lettre d'Andrea Costa, l'ex-rédacteur du *Martello* de Bologne, en réponse à une correspondance de Rome adressée à l'*Égalité*. Notre ami Guesde observe qu'il aurait pu ne pas insérer cette lettre, les journaux anarchistes refusant les rectifications de leurs adversaires, ce qui est parfaitement exact, nous le savons par expérience.

Naturellement nous ne voulons pas jeter notre revue d'études dans des polémiques irritantes, et nous n'avons parlé de la lettre du citoyen Costa que pour en reproduire le passage doctrinal, et rendre plus complet et plus fidèle notre

[p. 57] Enfin nous arrivons aux trois principaux journaux socialistes d'Italie : la *Plebe*, le *Povero*, et le *Nettuno*.

La *Plebe* et de beaucoup le plus important, et par son ancienneté (elle paraît depuis dix ans) et par le nombre de ses lecteurs. Elle fut fondée par Bignami <sup>42</sup>, qui en est encore le directeur. La *Plebe* fut d'abord républicaine-socialiste ; elle est graduellement arrivée au collectivisme ; son programme actuel est celui de la majorité du congrès de Gand <sup>43</sup>. Ce programme a d'ailleurs été très bien résumé par Gnocchi-Viani <sup>44</sup>, l'un des rédacteurs de la *Plebe*, au nom du Cercle d'études sociales de Milan, lors du congrès socialiste de Milan (février 1877). En voici le sens :

« Le socialisme est une nouvelle conception de la rédemption humaine, rédemption à la fois économique, morale, intellectuelle ; car les trois sources de notre vie sont en dernière analyse le travail, la science, et l'amour. La société actuelle est malade ; partout l'oppression, l'iniquité, la souffrance, le désordre, le travail dégradé, l'oisiveté recherchée, l'amour sensualisé, ou foulé aux pieds (*strozzato*), la science, privilège de la puissance, ou adultérée dans ce qu'elle a de régénérateur. Aujourd'hui, on ne travaille pas, on n'aime pas, on n'étudie pas dans la vérité... Toutes les classes sociales sont malades... Le médecin que nous invoquons, c'est le socialisme... Pour nous, la question n'est pas simplement *ouvrière* ; nous voulons autre chose que constituer un *quatrième état et substituer une classe* à d'autres classes ; ce que nous voulons, c'est une rénovation humaine.

« Quant aux moyens, nous voulons conserver notre liberté d'action et agir selon les circonstances, pour le plus grand bien de notre cause, par les réformes graduelles, quand cela sera possible, et par conséquent nous ne repoussons pas la lutte politique, comme nous serons prêts à recourir à la révolution, quand nous le croirons nécessaire. »

Le *Povero*, qui paraît irrégulièrement à Palerme depuis plusieurs années, a été fondé et est rédigé par Ingegneros <sup>45</sup>. Le programme théorique du *Povero* est nettement collectiviste. En voici un énoncé que j'extraits du *Povero* du 2 février 1877, énoncé, reproduit et accepté par la *Plebe* :

« ... Nous voulons :

1°) La propriété collective de la terre et des instrument de travail.

2°) Substitution d'une famille libre et égalitaire à la famille oppressive et immorale, qui fait de la femme et de l'enfant les esclaves du mari et du père.

3°) La substitution, à l'état actuel, d'un organisme social basé sur la plus complète autonomie des groupe et des communes fédérées, pour l'organisation des services publics, la culture complète de la terre, l'embellissement du globe et la félicité commune.

4°) L'égalité civile, politique et économique de tous les êtres humains, sans distinction de sexe, de

---

résumé du programme anarchiste, laissant aux lecteurs le soin de juger. Les phrases soulignées l'ont été dans le texte.

« Quant aux doctrines, dit Costa, nous pouvons dire que nous en avons peu. Nous sommes *anarchistes*, voilà tout. Nous voulons qu'il soit donné à chacun la possibilité de manifester ses besoins et les moyen de les satisfaire : *en un mot que chacun puisse faire ce qu'il veut*. Mais la manifestation de ces besoins étant impossible sans la destruction préalable de l'ordre des choses actuel, notre but est l'action. Une participation à la politique, perpétuant dans les masses l'idée et le besoin d'un gouvernement, nous considérons la participation à la politique comme une renonciation à la révolution (!) Nous ne prétendons pas *refaire la conscience populaire* parce que nous ne sommes ni meilleurs ni pires que les autres et ce n'est pas à nous, mais au développement historique du peuple tout entier à refaire cette conscience. Ce renouvellement aura lieu ; mais ce sera un effet, non pas une cause, de la Révolution. »

42 Enrico BIGNAMI (1844-1921). Fonde à Lodi (1868) la *Plebe*, transférée à Milan, devenue socialiste sous l'influence de la Commune de Paris. Ami de Benoît Malon.

43 A l'initiative de César De Paepe, un Congrès socialiste universel se réunit à Gand du 6 au 16 septembre 1877. Une séparation s'y établit entre l'AIT et les autres socialistes européens. (Voir l'article de De Paepe, *Réponse à quelques critiques sur le Congrès de Gand*, dans le n° 3 du *Socialisme progressif*, p. 58-61.)

44 Osvaldo GNOCCHI-VIANI (1837-1917), journaliste, membre de l'AIT.

45 Salvatore INGEGNEROS NAPOLITANO (1848-1922). Révolutionnaire palermitain, ami de Garibaldi et de Malatesta. Lié avec Malon.

couleur, de race et de nationalité.

5°) La garantie de l'indépendance individuelle, grâce à la possession, par chaque producteur, du surplus de valeur obtenu par la matière qu'il a travaillée.

6°) L'assurance, pour chaque membre de la société, de recevoir aux frais de la collectivité une instruction intégrale et professionnelle, en rapport avec l'ensemble des connaissances de son temps.

7°) En un mot, un état social dans lequel le travail et le bien-être seront universalisés, et la liberté des vocations assurée, et dans lequel les hommes, au lieu de s'entre-déchirer, travailleront en commun pour acquérir continuellement de nouvelles connaissances, de nouvelles vertus et de nouvelles félicités. »

Le *Nettuno* a paru deux ans comme journal mazzinien ; ce n'est que depuis neuf mois environ que le directeur, le citoyen Francolini <sup>46</sup>, lui a imprimé une direction socialiste. Mais, depuis cette époque, le *Nettuno* est devenu l'un des meilleurs organes du socialisme italien. Ne s'occupant que de la diffusion de l'idée collectiviste, il n'a pas pris parti entre les *propagandistes* et les *anarchistes*, bien que [p. 58] théoriquement il soit plutôt avec les premiers. Voici d'ailleurs quelques lignes qui donneront une idée de son programme :

« Le *collectivisme* signifie que la terre et les instruments de travail doivent devenir la propriété de tous, et les fruits du travail propriété individuelle. Nous avons déjà dit en effet, comment personne ne peut avoir le droit de s'approprier la terre, qui appartient à l'humanité, être collectif. N'est-il pas juste que tous les hommes naissent égaux, comme le veut la nature, et puissent développer et employer leur intelligence et leur activité selon leurs tendances ! Par là est démontrée la nécessité de faire aussi entrer les instruments de travail à la propriété collective.

« Par ce moyen on obvie à l'inconvénient, tant signalé par les bourgeois, de supprimer tout stimulant à l'activité humaine, et de contraindre le travailleur à partager avec le paresseux et le vagabond. Les hommes ainsi nivelés, disparaîtront l'envie et la haine qui les tiennent divisés.

« Chacun pourra acquérir la culture de l'esprit et du cœur. Les délits deviendront toujours plus rares ; l'horrible plaie de la prostitution disparaîtra...

« Approfondissons la question économique, la plus importante de toutes. Les autres dépendent d'elle, y compris la question de l'amélioration morale de l'homme. En effet, la satisfaction des besoins physiques rend l'homme beaucoup meilleur ; la science le prouve.

« Répétons enfin qu'aux grands maux il faut les grands remèdes, et c'est pourquoi tous les moyens de régénération employés jusqu'ici ayant été inefficaces, tous les efforts doivent être tournés vers la réalisation de ce but sublime, le *collectivisme*, dans lequel est conservée la propriété que nous considérons comme vraiment inviolable : celle qui est le fruit du travail de son possesseur. » (*Nettuno*, 3<sup>e</sup> année, n° 7.)

B. M.

---

46 Domenico FRANCOLINI (1850-1926), membre de l'AIT, anarchiste.

## La presse socialiste italienne

### Annexe

#### Liste des journaux cités

Les journaux et revues qu'énumère Benoît Malon dans l'article précédent ne sont pas toujours clairement identifiables : certains portent des titres plusieurs fois repris par différentes publications (*il Diritto, il Lavoratore...*) ; les données proposées sont parfois minimalistes, réduites au seul titre, sans même une mention de lieu de parution, ce qui n'aide pas à les reconnaître ; et il n'est pas rare que les graphies que donne Malon soient incertaines (*Bolettino sociale* pour *il Bollettino sociale, il Comunardo* pour *il Comunardo, l'Uguaglianza* pour *l'Eguaglianza, le Mazzaniello* pour *il Masaniello...*).

Les notices proposées ci-dessous sont donc de portée inégale. Il n'est pas certain non plus qu'elles soient toutes exactes. La traduction française des titres n'a qu'une valeur indicative.

On propose : le titre original, autant qu'il a pu être retrouvé, et, pour chacun, un essai de traduction française ; les acteurs connus des différents titres : fondateur, administrateur, directeur, rédacteur en chef... sans que leur fonction exacte (si elle est connue) soit précisée. (On n'a pas cherché non plus à identifier ces personnes.) Sui(ven)t le(s) lieu(x) de production de chaque titre, la période de parution (là encore, quand elle est connue), et quelques précisions complémentaires.

*l'Agitatore* (l'Agitateur) / Tito Zanardelli ; Ludovico Nabruzzi

Lugano – août-octobre 1875, 5 numéros

*l'Alba* (l'Aube)

Trieste

*l'Anarchia : Bollettino del movimento sociale* (l'Anarchie) / Emilio Covelli

Naples puis Florence – hebdomadaire

*l'Anticristo* (l'Antéchrist) / Giovanni Eandi

Turin – hebdomadaire, janvier-mai 1872

*l'Ateo* (l'Athée)

Livourne – 1877-1880. Libre pensée

*il Bollettino sociale* (le Bulletin social)

Reggio d'Emilia – collectiviste

*il Bollettino socialista anarchico rivoluzionario* (le Bulletin socialiste anarchiste révolutionnaire)

Naples – 1877. Feuille anarchiste clandestine

*la Campana* (la Cloche) / Ferdinando Janni

Naples – janvier-mars 1872. Organe de l'AIT

*la Canaglia : organo dei martiri della miseria* (la Canaille) / Pietro Marcenaro puis Ettore Scalfi

Gênes – 1874, hebdomadaire. Suite de *la Fame*

*il Comunardo : periodico socialista* (le Communard) / Espartero, Bellabarba

Fano – 1873-1874

*la Democrazia* (la Démocratie)

Catane

*il Diritto* (le Droit)

Monselice (province de Padoue). Anarchiste

*l'Eguaglianza : foglio ebdomadario della Società internazionale degli operai* (l'Égalité, feuille hebdomadaire de la Société internationale des travailleurs)

Girgenti (Agrigente) – 1871-1872

*la Fame* (la Faim)

Gênes – 1873-1874. A pour suite *la Canaglia*

*la Farfalla* (le Papillon)

Milan – Journal littéraire

- il Fascio operaio : monitore del proletario* (le Faisceau ouvrier : moniteur du prolétaire)  
Bologne – 1871-1872  
Florence – 1872  
Turin
- la Favilla* (l'Étincelle) / Paride Suzzara Verdi  
Mantoue – Journal politique quotidien, 1866-1879
- la Fratellanza* (la Fraternité)  
Naples
- il Gazzettino rosa* (la Gazette rose) / Achille Bizzoni et Felice Cavallotti  
Milan – 1867-1873. Mazzinien, garibaldien, puis anarchiste. Défenseur de la Commune de Paris
- la Giustizia* (la Justice)  
– non identifié : il existe plusieurs publications de ce titre
- l'Internazionale* (l'Internationale) / Giuseppe Scarlatti  
Florence – Hebdomadaire, 1875
- la Lanterna* (la Lanterne)  
Milan
- il Lavoratore* (l'Ouvrier)  
Mantoue – Organe des cultivateurs lombards / *Lavoratori di Mantova*
- il Lavoratore* (l'Ouvrier)  
Rome (exilé à Alexandrie, en Égypte, après l'affaire de Bénévent) – 1877
- la Lince* (le Lynx)  
Palerme – Donne des articles socialistes
- il Martello* (le Marteau)  
– Milan / Vincenzo Pezza – De tendance bakouniste, février-mars 1872  
– Fabriano, puis Jesi / Curzio Appolloni – Journal de l'AIT des Marches et de l'Ombrie, 1876  
– Bologne / Andrea Costa, Alceste Luigi Faggioli, Augusto Casalini – Reprise en janvier 1877
- il Masaniello : giornale quotidiano* / Niccolò Converti  
Naples – 1860-? Du nom du révolutionnaire napolitain du XVII<sup>e</sup> siècle, Tomaso Aniello, dit Masaniello
- il Miserabile* (le Misérable)  
Parme – 1873
- il Nettuno* (le Neptune) / Francolini  
Rimini – 1873-1877. Socialiste
- il Nuovo paese* (le Nouveau pays)  
Sienne – hebdomadaire, 1877-1881. Collectiviste
- gli Operai* (les Ouvriers)  
Naples – Non identifié
- l'Ottantanove* (le Quatre-vingt-neuf)  
Florence – Anarchiste
- il Patatrac : monitore dei perduti della Valle Tiberina* (le Patatrac : moniteur des perdus de la vallée du Tibre)  
Città di Castello – mai-octobre 1876
- il Petrolio: gazzettino socialista* (le Pétrole) / Augusto Bernardello  
Ferrare – hebdomadaire, 1874
- il Piccolo scoglio* (le Petit écueil)  
Livourne
- la Plebe* (le Peuple) / Enrico Bignami (cf. note 42 ci-dessus)  
Lodi – 1868-1875

- Milan – 1875-1883  
 – Mazziniste, puis rallié à la cause de la Commune de Paris. Malon y a collaboré.
- il Popolino* (les Gens / le Peuple)  
 pas identifié
- il Popolo* (les Gens / le Peuple) / Bizzoni  
 Gênes
- il Povero* (les Pauvres) / Salvatore Ingegneros Napolitano (cf. note 45 ci-dessus)  
 Palerme – De 1873 à 1876, avec des interruptions
- la Provincia* (la Province)  
 Forli
- il Pungolo : giornale politico popolare della sera* (l'Aiguillon)  
 Naples [et al.] – 1860-1893
- il Risveglio* (l'Éveil)  
 Sienne – 1875-1876
- lo Scarafaggio* (le Cafard)  
 Trapani – 1875-1876
- Sempre avanti : periodico socialista* (Toujours en avant) / Pio Fiosi  
 Livourne – Hebdomadaire, 1874
- il Sole* (le Soleil)  
 Milan – Quotidien de 1865 à nos jours
- la Spira* (la Flèche) / Giovanni Bovio  
 Naples – 1875-1878
- il Tipografo* (le Typographe)  
 Rome – Organe des typographes, à tendance socialiste
- la Voce dell'operaio* (La Voix de l'ouvrier)  
 Turin – 1876-?

n° 4, 15 février 1878, [p. 65]

### **Le collectivisme.**

Que nos lecteurs se rassurent : nous ne venons pas leur servir une nouvelle utopie, ni leur décrire, pièce à pièce, l'organisation <sup>47</sup> de la société future, pour l'avènement de laquelle nous travaillons, combattons et souffrons : nous sommes des socialistes expérimentalistes et non pas des utopistes.

Si nous avons une foi profonde dans la justice, la nécessité et l'inévitabilité d'une transformation sociale, aboutissant à une société égalitaire, nous ne croyons pas à l'infaillibilité de tels moyens, ni à l'efficacité exclusive de tels plans préconçus. Nous pouvons faire à ce sujet des hypothèses – la découverte de toute loi physique ou sociale a été précédée d'hypothèses, que l'expérience a confirmées ou rectifiées – mais nous ne dirons jamais : là est la seule vérité ; car nous savons quelle distance il y a entre les prévisions logiques des plus puissants penseurs et les conséquences morales et sociales de l'action empirique des collectivités humaines.

Cependant, objectera-t-on, votre collectivisme est une école socialiste particulière, à l'instar des autres écoles, telles que le communisme, le saint-simonisme, le fouriérisme, le mutuellisme, le positivisme, l'anarchisme, etc.

Nous ne l'envisageons pas ainsi.

Le collectivisme est pour une part l'ensemble des données particulières des anciennes écoles, que la critique a respectées et que l'expérience a conservées, en les modifiant.

Il a pris au communisme sa noble préoccupation de l'égalité et de la solidarité ; au saint-simonisme, l'abolition des privilèges de la naissance, la sanctification du travail et l'égalité des sexes ; au fouriérisme ses admirables aperceptions sur l'éducation, sur le respect des vocations, sur le travail attrayant, sur la combinaison cherchée de la liberté d'agir pour tout être humain avec la plus harmonique solidarité sociale ; au mutuellisme, sa théorie de la justice immanente et son équivalence des fonctions ; au positivisme, une partie de sa théorie des devoirs ; à l'anarchisme, sa haine de toute oppression politique ; à l'économie politique, l'étude des phénomènes sociaux, tels qu'ils se produisent dans notre société troublée.

Cela est si vrai que les précurseurs du collectivisme appartiennent presque tous à d'autres écoles.

[p. 66] Dès 1848, un certain nombre de fouriéristes réclamèrent, au grand scandale de Victor Considerant <sup>48</sup>, la collectivité de la terre ; ainsi amendé, le fouriérisme devenait une école collectiviste. Peu d'années après, Claude Pelletier <sup>49</sup>, qu'on pouvait croire mutuelliste, aboutissait dans ses recherches à un collectivisme très précis. Dans les congrès de l'Internationale, on vit des mutuellistes très fervents <sup>50</sup> reconnaître la nécessité de substituer, pour le sol, la propriété collective à la propriété individuelle.

Bakounine <sup>51</sup> se disait volontiers collectiviste, et les anarchistes actuels se proclament collectivistes non autoritaires. Parmi les positivistes même, le collectivisme a des adhérents ; citons

47 Le texte porte : "l'organisme".

48 Victor CONSIDERANT (1808-1893). Polytechnicien, journaliste, théoricien socialiste, membre de l'Internationale. Un des principaux disciples de Charles Fourier. Chef de l'École sociétaire en France, animateur de l'expérience fouriériste du Texas.

49 Claude PELLETIER (1816, L'Arbresle, Rhône-1880, New York). Membre de l'Internationale. Représentant du peuple pour le Rhône aux Assemblées constituante (1848) et législative (1849). Banni après le coup d'État du 2 décembre 1851, il réside en Angleterre, puis part s'installer définitivement aux États-Unis où il devient une figure du mouvement socialiste.

50 NdA : Aubry, de Rouen, entre autres. [Émile AUBRY (1829-1900). L'homme de Rouen de l'Internationale. Lithographe, participant de la Commune, puis longtemps exilé en Belgique.]

51 Michel БАКОУНИНЕ [Михаил Александрович Бакунин] (18/30 mai 1814, Priamoukhino, Tver, Russie-1er juillet 1876, Berne). L'incarnation de la révolution russe, philosophe anarchiste, socialiste libertaire.

seulement le docteur Clavel <sup>52</sup> et notre collaborateur Cornette <sup>53</sup>. Enfin, les économistes les plus remarquables de ce temps, comme J. S. Mill <sup>54</sup>, de Laveleye <sup>55</sup>, Schäffle <sup>56</sup>, etc. et des philosophes de premier ordre comme Herbert Spencer <sup>57</sup>, apportent, par des chemins divers, leur suffrage au collectivisme. Où sont les communistes contemporains (je ne parle pas de certaines sectes bibliques, qu'on trouve surtout en Amérique) qui ne fassent pas de concessions à la liberté individuelle, à la justice commutative et qui, par conséquent, ne soient pas largement imprégnés de collectivisme ? Le chef reconnu du moderne communisme allemand, Karl Marx, n'est-il pas, par son écrasante critique de l'économie politique orthodoxe, par son inauguration de la méthode historique et critique, par son irréfutable théorie de la valeur, l'un des maîtres du collectivisme ? Et combien doit la même théorie aux profondes observations et aux larges aperceptions du nihiliste russe Tchernychevski <sup>58</sup> !

Notre ami De Paepe disait, dans le dernier n° du *Socialisme progressif*, qu'il ne voyait pas de différence entre le collectivisme et le communisme scientifique, ajoutant, pour qu'on ne se méprît pas sur le sens de ses paroles, que, tel qu'il l'entendait, le *communisme scientifique* ou *collectivisme* <sup>59</sup> « peut être considéré comme pouvant donner lieu à une situation où il y aurait nécessairement tendance vers l'équivalence des fonctions, vers l'équation entre la valeur de l'heure de travail des producteurs des diverses catégories et ainsi vers l'égalité de rétribution, vers l'égalité de travail ; mais que cela devait résulter d'un libre débat entre l'administration sociale et les groupes de producteurs. <sup>60</sup> »

Certes, Colins <sup>61</sup> et Vidal <sup>62</sup> qui, dès 1835, jetaient séparément les bases du collectivisme, ne reconnaîtraient plus leur théorie dans l'idée générale collectiviste, telle qu'elle résulte de collaborations si diverses.

Quelle est maintenant cette idée générale ?

La douloureuse phase historique que vient de parcourir l'humanité a été dominée par deux principes contradictoires et également funestes.

Unité de pensée et centralisation politique imposée par la force, c'est-à-dire écrasement de toute liberté morale dans l'être humain.

Individualisme social, c'est-à-dire la production et la distribution des richesses abandonnée aux

52 Adolphe Charles CLAVEL (4 mars 1815, Grenoble-26 mars 1884, Autrey-lès-Gray, Haute-Saône). Médecin, essayiste, publiciste, membre de la Société de sociologie, médecin de Lamartine. Pendant quelques années, conseiller municipal de Paris et conseiller général de la Seine.

53 Arthur CORNETTE (27 mars 1852, Bruges-9 mars 1907, Anvers). Professeur, de mathématiques, de langue et littérature néerlandaise, dessinateur. Il travaille un temps aux archives municipale d'Anvers. Il devient en 1888 membre du Conseil de la province d'Anvers. Collaborateur du *Socialisme progressif*.

54 John Stuart MILL (1806-1873). Philosophe britannique, économiste, féministe.

55 Émile Louis, baron de LAVELEYE (1822, Bruges-1892, Havelange). Économiste, historien et socialiste belge.

56 Albert Eberhard Friedrich SCHÄFFLE (1831-1903). Sociologue et économiste allemand. Collaborateur et directeur de revues.

57 Herbert SPENCER (1820-1903). Économiste anglais, philosophe évolutionniste.

58 Nicolai / Nicolas TCHERNYCHEVSKI [Николай Гаврилович Чернышевский] (1829-1889), orthographié "Tchernychevsky" par Malon. Le maître à penser et à agir de la jeune génération nihiliste libertaire. Tchernychevski ne s'est pas engagé dans l'action révolutionnaire (il a passé toute une partie de sa vie en prison ou en exil intérieur), mais par ses écrits, son influence a été immense.

59 NdA : Pour notre part, nous préférons l'appellation exclusive de *collectivisme*.

60 *Socialisme progressif*, n° 3, 31 janvier 1878, p. 60.

61 Jean Hippolyte COLINS [baron de COLINS, COLINS DE HAM] (1783-1859). Français d'origine belge, sociologue, philosophe, créateur du *socialisme rationnel*, partisan d'une nationalisation des terres, créateur du terme *collectivisme*.

62 François VIDAL (1812-1872). Théoricien socialiste, lié à Fourier, Pierre Leroux, Louis Blanc. Élu à la Législative en 1850.



égoïsmes arbitraires ; les faibles et les travailleurs sacrifiés aux forts et aux oisifs, l'inégalité des conditions avec son cortège d'iniquités, de corruption et de misère.

Il résultait de cet état de chose que les réformateurs auraient [p. 67] dû d'un côté abattre le principe d'autorité et proclamer l'autonomie de la personne humaine, et de l'autre, déclarer propriété sociale la matière et les instruments de travail, pour que les travailleurs ne fussent plus opprimés et spoliés par les parasites aristocraties.

Mais les premiers penseurs généreux qui tentèrent de mettre un terme aux misères sociales, n'envisagèrent pas le problème sous sa double face. Ils virent le salut dans ce qu'on pourrait appeler la *socialisation* de l'autorité ; de là, le caractère communiste de toutes les premières théories réformatrices, et ce n'est qu'après la Révolution française, si individualiste à son point de départ, qu'on a vu des écoles socialistes non communistes, que leur subjectivisme exclusif a fait rejeter en partie. Le communisme ne disparut pas pour cela ; il n'y a pas longtemps encore qu'il avait la majorité dans l'effectif socialiste.

Comme par sa subordination de la liberté à l'égalité, et de l'indépendance au concours, il prêle le flanc, c'est sur lui que s'est acharnée la critique anti-socialiste.

Certes, on ne saurait nier que les conservateurs qui reprochent au communisme de sacrifier la liberté, ne soient de mauvaise foi. Les partisans d'un état social où le gouvernement dispose d'une partie des ressources, de la liberté et de la vie des citoyens, sauf l'emploi de quelques formalités, faussement qualifiées de garanties ; où l'enfant du pauvre doit passer (grâce à la conscription militaire) les meilleures années de sa jeunesse dans un esclavage moral et matériel de fait ; où la grande majorité des êtres humains ne vit qu'aux conditions de travail – *forcé* en réalité – que lui impose la minorité détentrice des capitaux ; oui, disons-le, les partisans d'un tel état social méritent, quand ils viennent parler de liberté, qu'on leur dise : allez hypocrites ! purifiez vos lèvres avec des charbons ardents, avant de profaner le saint nom de liberté. Mais tout cela n'empêche pas la liberté d'être, pour la réalisation d'une société juste, un facteur aussi indispensable que l'égalité.

C'est l'accord de ces deux termes qui constitue le collectivisme.

De la forme de propriété dépend surtout, pour toute société, le caractère de son organisation.

L'abolition de toute propriété individuelle aboutit, qu'on le veuille ou non, à la négation de l'indépendance de la personne humaine et l'appropriation individualisée de tout l'avoir social aboutit aux plus monstrueuses iniquités – tout en laissant à la majorité humaine beaucoup moins de liberté réelle que le communisme démocratique de Cabet <sup>63</sup>, par exemple. Il suffit de regarder la société actuelle pour s'en convaincre.

Si, d'autre part, on interroge le passé de l'humanité, on reconnaît que la propriété eut, à l'origine, une certaine forme collectiviste qui alla en diminuant, dès qu'au despotisme familial succédèrent les aristocraties ; car celles-ci, en tous temps et en tous lieux, eurent pour préoccupation naturelle de s'approprier le domaine public.

Dans l'histoire romaine, par exemple ; c'est là un fait frappant, remarqué par les écrivains les plus réactionnaires.

Ces usurpations successives reçurent plus tard la sanction des lois – faites par les patriciens – et telle est l'origine de ce *droit romain*, copié par les législateurs modernes, qui est, depuis 25 siècles, l'arche sainte de l'actuelle organisation propriétaire.

Il est hors de doute, que la dure législation romaine a dépouillé la propriété du rôle social, plus conforme à la justice, que lui assignaient les législateurs antiques, en limitant l'appropriation individuelle. Il est hors de doute que cette déviation de la propriété entrave, depuis 25

<sup>63</sup> Étienne CABET (1788-1856). Premier théoricien et praticien français du communisme. Fondateur aux États-Unis de la communauté utopique d'Icarie.

siècles, les progrès sociaux, et c'est grâce à elle que l'organisation sociale est si inférieure aux conceptions des esprits éclairés, et aux progrès scientifiques et moraux, auxquels est arrivée notre génération. S'il y a injustice, et c'est incontestable, il faut réagir. Il faut réagir au nom de la majorité des hommes, maintenue, sur les trois quarts du globe, dans la misère, l'ignorance et la servitude.

Réagir comment ?

En rendant à la propriété sociale ce qui, de par la justice et pour le bien du plus grand nombre, doit être propriété sociale.

Mais comment déterminer que telle chose doit être propriété collective et telle autre propriété individuelle ?

Par l'application de ce simple principe :

*Il n'y a de propriété légitime que celle qui représente l'équivalent du travail fourni par son possesseur ; ce qui revient à dire que la matière et les instruments de travail seront propriété collective, et que les valeurs, c'est-à-dire la plus-value donnée aux choses, par le travail contemporain, vivant, seront propriété individuelle.*

Si pour simplifier encore nous définissons, avec d'éminents économistes, les **capitaux** *somme des valeurs de production*, et si nous appelons **richesses** *la somme des valeurs de consommation*<sup>64</sup>, nous pourrions définir le collectivisme *un état social où sont propriété collective la masse des capitaux, et propriétés individuelle la masse des richesses.*

Ne serait-ce pas conforme à la justice ?

De quel droit certains individus mettent-ils sous séquestre une partie de la terre, qui est donnée par la nature à tous les hommes ? Que celui qui a travaillé un champ en récolte les fruits, en possède la plus-value, rien de plus juste ; mais dans la société actuelle c'est là l'exception ; la règle, c'est que la terre est possédée par ceux qui ne l'ont jamais travaillée et qui sont nés pour consommer dans le luxe la sueur des autres ; telle est en effet la logique du système.

Ce que nous disons de la possession de la terre s'applique à la possession des instruments de travail, qui ne sont, en somme, que le résultat des progrès scientifiques et des douloureuses expériences de l'humanité, c'est-à-dire, qui *ont une origine sociale*, et doivent par conséquent avoir une *destination sociale*, et rester à la disposition de tous les travailleurs.

De quel droit une minorité oisive frappe-t-elle le travail d'un droit d'aubaine ? Comment justifier devant la justice, devant la raison, devant le bon sens, que des hommes puissent dire : Nous n'avons jamais rien fait d'utile, ni nos pères non plus ; mais une certaine somme de capital nous a été dévolue ; ce capital nous donne le droit de nous approprier éternellement la moitié du gain de centaines de travailleurs que nous ne connaissons même pas, et que notre prélèvement maintient dans la misère et dans l'ignorance.

C'est non seulement injuste ; c'est absurde. Pour qu'il n'en soit [p. 69] plus ainsi, il faut que tout homme valide ait :

1° *Le devoir de travailler.*

2° *Le droit de travailler et la libre disposition de l'équivalent du produit de son travail, les charges sociales étant remplies.*

Pour cela, il faut que le travailleur ne paie plus de dîme aux oisifs ; il faut que, dans la mesure des ressources sociales, il ait toujours à sa disposition de la matière et des instruments de travail ; il faut, en un mot, une société collectiviste.

Nous n'entrerons pas dans les détails d'application ; l'organisation collectiviste n'est pas faite

<sup>64</sup> NdA : Cette définition n'a, ne peut avoir, qu'un sens relatif. Il y a des choses qui sont à la fois valeurs de consommation et valeurs de production, ou qui servent en même temps aux deux fins. Il s'agit de simples points de repère pour une ligne de démarcation désirable.

encore ; elle ne peut l'être que par l'adoption générale du principe, et par le concours de tous.

En effet, pour les uns, les collectivistes autoritaires, il s'agirait d'englober presque toute l'activité humaine dans des catégories de services publics se résumant dans une centralisation économique. Pour d'autres (les collectivistes Colinsiens <sup>65</sup>) la collectivité aurait simplement le domaine éminent sur le sol et une partie des capitaux, qu'elle affermerait à long terme aux producteurs, soit isolés, groupés en familles, ou réunis en association, et cette *rente sociale* constituerait l'impôt unique.

Pour les collectivistes anarchistes, il n'y aurait pas de collectivité distributrice ; mais des groupes producteurs fédérés s'entendant pour l'organisation des services publics indispensables.

Pour nous, nous comprenons ainsi le collectivisme :

La représentation sociale (commune ou État, selon le cas) dit aux associations de producteurs, et aux producteurs qui voudront rester isolés :

« Maintenant que nous avons organisé, au prix de revient, les services publics tels que transports, instruction publique, postes, télégraphes, bibliothèques, théâtres, musées, magasins généraux, entretien des édifices publics, travaux d'utilité générale, etc., etc., voici tel domaine, telle usine, telle machine, je vous les cède temporairement, moyennant la redevance que nous avons fixée et qui servira à solder les dépenses occasionnées par les services publics. Maintenant, arrangez-vous pour l'échange de vos produits avec les autres producteurs ; les magasins généraux sont à votre disposition. Chacun de vous a reçu de la société une instruction intégrale et professionnelle et la disposition de sa part de capitaux ; les infirmes et les vieillards ont un bien-être honoré, aux frais de la société ; vous avez donc votre redevance sociale payée, la libre disposition de la plus-value créée par votre travail. »

Et les groupes de producteurs s'entendent pour échanger équitablement leurs produits, pour porter la production à son maximum de facilité et de perfection, pour diminuer de plus en plus, par l'application des découvertes scientifiques, la durée et l'intensité du travail obligatoire, pour développer et perfectionner leurs sociétés de production, de consommation, d'études, d'éducation, d'arts divers, d'amitié, de plaisir, etc., tandis que chaque membre du groupe disposera librement de sa part de plus-value et pourra changer de groupe au gré de ses sympathies.

En quoi une telle société, qui ferait disparaître toutes les misères et les injustices actuelles, pécherait-elle contre la justice et la liberté ?

B. M.

---

65 Colinsiens : disciples de Jean Hippolyte Colins de Ham.

n° 4, 15 février 1878, [p. 79] *Texte d'Arnel (de Lyon ?)* <sup>66</sup>, suivi d'un commentaire de Malon.

### [Le Congrès de Lyon.] Correspondance.

*Lyon, 10 février 1878.*

Le deuxième Congrès des travailleurs de France <sup>67</sup> vient de terminer ses travaux. On peut dire qu'il est digne en tous points de son aîné, le Congrès de Paris <sup>68</sup>.

C'est un grand et beau spectacle que celui de ces représentants des diverses corporations dont se compose l'industrie française, venant exposer avec simplicité, et aussi quelquefois avec éloquence et talent, les misères sans nombre auxquelles ils sont livrés dans cette lutte constante et inégale qu'ils ont à soutenir contre le capitalisme.

Que de souffrances cachées ! Que d'humiliation dévorées en silence, dans ce labeur incessant de chaque jour ! et qu'il faut de patience et d'abnégation à ces innombrables victimes de la tyrannie du capital !

Que tous les travailleurs entendent l'appel qui leur est fait par la voix de leurs frères, du haut de cette tribune du travail ; car ce n'est pas trop de tous leurs efforts pour conquérir leur émancipation.

Si la nécessité de modifications profondes dans l'état social actuel avait besoin d'une démonstration de plus, cette démonstration a été faite au Congrès de Lyon par les rapports clairs et précis qui ont été lus dans chacune des séances. La plaie sociale a été mise à nu.

Cette plaie nécessite un remède prompt et efficace ; mais pour qu'il produise son effet, il faut qu'il soit appliqué par les travailleurs eux-mêmes ; c'est ce qu'ont pensé les membres du Congrès ; aussi repoussent-ils toute intervention de l'État dans l'organisation des divers modes de sociétés dont ils pensent que l'action pourra amener, non pas une guérison radicale, mais une amélioration sensible dans le sort des travailleurs.

Dans cet exposé lamentable des tortures morales et matérielles des prolétaires, des paroles énergiques et fières ont retenti.

[p. 80] ... Tous ceux qui ont suivi avec attention et impartialité les travaux du Congrès ont dû acquérir la conviction que les travailleurs, en effet, sont dignes de plus d'intérêt et de respect que n'en manifestent pour eux la plupart du temps ceux qui, par leur naissance ou leur fortune, se trouvent placés dans de meilleures conditions sociales.

Les divers moyens proposés au Congrès pour améliorer la situation des prolétaires peuvent se résumer ainsi <sup>69</sup>:

<sup>66</sup> Arnel n'est pas identifié. Si ce nom est bien exact (compte tenu de la composition un peu erratique de l'imprimerie Veladini de Lugano), il n'apparaît pas dans les participants du Congrès de Lyon. A-t-il fait œuvre de journalisme dans la presse lyonnaise à cette occasion, ou bien est-ce simplement une connaissance locale de Malon, qui sait de quoi il retourne ? En ce cas, je penserais à François Arnel (28 juin 1836, Lyon-Guillotière - 11 janvier 1909, Lyon III<sup>e</sup>), tisseur, époux de l'ovaliste Marie Louis Combier, qui apparaît dans *Conseil général du Rhône, 2<sup>me</sup> session ordinaire de 1879. Rapports de M. Oustry, préfet du Rhône et procès-verbaux des délibérations du Conseil général*, Lyon, Schneider frères, 1879, p. 1300, comme membre du Jury d'expropriation pour l'année 1880 au titre du 6<sup>e</sup> canton de Lyon.

<sup>67</sup> Congrès ouvrier de France. Deuxième session, tenue à Lyon du 28 janvier au 8 février 1878. Cf. *Séances du Congrès ouvrier de France...*, Lyon, Jules Trichot, 1878.

<sup>68</sup> Première session du Congrès ouvrier de France, Paris, 2 octobre 1876. Cf. *Séances du Congrès ouvrier de France Session de 1876 tenue à Paris du 2 au 10 octobre...*, Paris, Sandoz et Fischbacher, 1877. Suite à la victoire républicaine aux législatives de février-mars 1876, il devient enfin possible de réunir en France un congrès des travailleurs, ce à quoi la majorité conservatrice s'opposait jusque là. C'est à l'initiative des chambres syndicales qu'est organisé ce premier congrès de 1876.

<sup>69</sup> Il ne semble pas que ce texte soit issu du congrès ; c'est apparemment une synthèse faite par la suite, par Malon ou par un tiers. Ce texte est repris à l'identique dans la *Revue socialiste*, n° 5, du 5 mai 1880, article de Benoît Malon,

« Liberté absolue et sans limite du droit de réunion, d'association et de la presse. Instruction laïque, obligatoire et gratuite à tous les degrés, avec une réforme complète de l'enseignement. Création, dans tous les centres industriels un peu importants, d'écoles professionnelles destinées à élever le niveau intellectuel des ouvriers. Formation, dans toute les localités où s'exerce une industrie quelconque, de chambres syndicales de corporations, unies ou fédérées entr'elles dans un lien d'étroite solidarité. Formation de sociétés de crédit, de production et de consommation, sans aucune répartition de bénéfices qui transforme ces sociétés en sociétés d'exploitation, ce qui est contraire au but que les travailleurs désirent atteindre.

« Caisses de retraite et de secours pour la vieillesse et les invalides du travail, alimentées au moyen de fonds de réserve créés dans chaque société. »

Ces divers moyens sont peut-être insuffisants, et avec un peu plus d'étude et d'observation, on eût sans doute obtenu des résultats plus satisfaisants ; mais il faut tenir compte des obstacles qu'ont rencontrés les organisateurs du Congrès et aussi des préoccupations politiques qui ont absorbé tous les amis du progrès et de la liberté, préoccupations qui, tout en ayant perdu de leur intensité, sont cependant bien loin d'être complètement éteintes. Dans cette lutte suprême du passé et de l'avenir, il reste encore des combats à livrer, et la coalition de tous les parasites, de tous les intrigants, sous la direction des jésuites, promet encore quelque surprise. C'est pourquoi il faut veiller, veiller encore, veiller sans cesse, et unir tous nos efforts pour régénérer cette vieille société vermoulue, en substituant progressivement, mais sans hésitation et sans relâche, la justice à l'arbitraire, la liberté au caprice, la juste répartition à l'inique et maigre salaire, enfin le bien-être général à l'état de profonde misère dans laquelle sont plongés, depuis des siècles, tous ceux qui par leur travail constituent cette inépuisable source de bonheur et de richesse dont ils ont cependant une si maigre part.

Ce qui permet d'espérer la réalisation prochaine de ces réformes si utiles et si désirées, c'est l'ordre et l'esprit pratique qui n'ont cessé de régner jusqu'à la clôture des travaux du congrès ; les séances ont été suivies avec intérêt par une immense foule de travailleurs qui, tous les soirs, se pressaient dans la trop petite enceinte du théâtre des Variétés et que ne décourageaient ni les heures d'attente à la porte du théâtre, par cette saison inclémente, ni les désagréments inhérents à cette affluence considérable de gens venus pour assister à ces débats qui touchent à leurs intérêts les plus chers.

Sur la proposition de cinquante-quatre délégués, il a été décidé qu'un Congrès international des travailleurs aurait lieu à Paris pendant l'Exposition <sup>70</sup>. L'époque fixée a été le mois de septembre. Espérons que de cette réunion des travailleurs de tous les pays sortiront des idées utiles et pratiques et que ce Congrès hâtera l'avènement d'une ère de justice sociale, de solidarité et de fraternité entre tous les peuples.

---

« Les partis ouvriers en France », p. 263.

70 L'Exposition universelle de 1878 Paris se tient du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre. Le congrès international prévu n'attend guère, au niveau international, que des délégués anglais. Et les autorités françaises l'interdisent, au nom de la loi Dufaure, du 14 mars 1872, promulguée au *Journal officiel* du 23 mars, qui établit des peines contre les affiliés de l'Association internationale des travailleurs ; cf. *Bulletin des lois*, 1872, n° 85, 19 avril, p. 248-249. « Art. 1<sup>er</sup>. Toute association internationale qui, sous quelque dénomination que ce soit et notamment sous celle d'*Association internationale des travailleurs*, aura pour but de provoquer à la suspension du travail, à l'abolition du droit de propriété, de la famille, de la patrie, de la religion ou du libre exercice des cultes, constituera, par le seul fait de son existence et de ses ramifications sur le territoire français, un attentat contre la paix publique. » Jules Guesde et des militants du Parti ouvrier décident de passer outre. Les organisateurs, dont Guesde, Lavy, Marie Bonneval, sont arrêtés et traduits devant la 10<sup>e</sup> Chambre correctionnelle. Le retentissement de ce procès est énorme ; il est pour beaucoup dans la réussite du Congrès tenu à Marseille en 1879. (Cf. Jean LONGUET, *Le Mouvement socialiste international*, dans l'*Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*, sous la dir. de Compère-Morel, Paris, Aristide Quillet, [1913], p. 17.)

La clôture du Congrès a eu lieu au cri mille fois répété de : Vive la république démocratique et sociale !

ARNEL.

Notre ami Arnel a vu les beaux côtés du Congrès. Nous croyons avec lui que cette importante assemblée de prolétaires aura d'excellents résultats pour l'organisation des ouvriers socialistes fran- [p. 81] çais, et nous ajouterons même que, sous certains rapports, le Congrès de Lyon s'est tenu en avant de bien des congrès socialistes.

Ainsi l'heureuse innovation du Congrès de Paris, concernant l'admission des femmes comme déléguées, a été maintenue ; et les citoyennes que leurs compagnes ont déléguées ont été, par leur présence, l'affirmation vivante de l'égalité des droits pour les deux sexes, égalité que la société bourgeoise repousse et dont les socialistes des deux mondes se sont généralement fait les défenseurs maintenant.

À côté de ces *députées* du travail, on voyait aussi quelques paysans, envoyés par leurs pairs, pour discuter avec les ouvriers des villes de la grande réforme sociale qui s'impose à notre siècle. Enfin, près de ces prolétaires des champs et des villes, siégeaient des délégués des instituteurs et des institutrices ; l'instruction populaire combattant dans les rangs du travail manuel, l'ouvrière traitée en égale par ses frères de travail, le paysan s'alliant à l'ouvrier pour la conquête de l'émancipation commune, voilà un fait social d'une grande importance et qui ne peut que réjouir les amis de la justice. La fraternité internationale n'a pas été non plus oubliée et des associations, d'Italie, d'Espagne, de Belgique, de Suisse, ont envoyé des adresses de solidarité auxquelles il a été fraternellement répondu.

Quant aux discussions qui ont eu lieu et aux résolutions prises – sur lesquelles nous reviendrons dans notre prochain numéro <sup>71</sup> – nous aurons beaucoup de réserves à faire.

Les travailleurs français se préoccupent beaucoup trop de ce que pensera et dira d'eux la bourgeoisie ; c'est un tort. Les petites considérations, a dit Voltaire, sont le tombeau des grandes choses <sup>72</sup>. Si les membres des assemblées primaires de 1789 s'étaient attachés à paraître *bien sages* aux yeux de la noblesse, du clergé et de la bourgeoisie de robe, il ne serait pas sorti de leurs délibérations ces immortels *cahiers des bailliages* <sup>73</sup> qui ont fait la grande Révolution.

Que les prolétaires français y songent !

Ainsi la Commission sur la 3<sup>e</sup> question : *Crises industrielles et chômage*, rapporteur Nicolas <sup>74</sup>, délégué de l'Algérie, a réclamé l'amnistie. Les citoyens Labouret <sup>75</sup> et Jacquemin <sup>76</sup> ont protesté contre l'*inopportunité* de cette réclamation ; le président Amat <sup>77</sup>, de Lyon, a fait observer au rapporteur que, sans doute, la Commission ne l'avait pas chargé de dire de telles choses. Si ! si ! crient les membres de la Commission, et le public d'applaudir. Alors un citoyen Deschamps <sup>78</sup>, de Lyon, s'écrie : « Si de telles manifestations se renouvellent, la Commission d'initiative sera obligée de faire évacuer la salle. »

71 Mais rien de tel n'apparaît dans le n° 5, pas plus que dans les suivants.

72 *Lettre à Étienne Noël Damilaville* du 6 août 1766 (éd. Garnier, 1881, p. 375).

73 Il s'agit des "cahiers de doléances".

74 Joseph Marius NICOLAS (c. 1813, Marseille-30 août 1878, Bône, Algérie), typographe, délégué de l'Union des travailleurs de Bône.

75 Victor René LABOURET (18 mars 1848, Reims-6 juin 1916, Lyon V<sup>e</sup>), délégué des typographes de Lyon, 15 quai de la Guillotière, mutualiste.

76 Étienne JACQUEMIN, "cultivateur à Fleury, par Port-sur-Saône". [Il pourrait s'agir de Joseph dit Étienne JACQUEMIN, né (23 mars 1822) et décédé (23 février 1901) à Fleurey-lès-Faverney, canton de Port-sur-Saône, Haute-Saône.]

77 Félix AMAT (21 octobre 1838, Anduze, Gard-5 mai 1904, Lyon I<sup>er</sup>), tisseur.

78 DESCHAMPS : chauffeur-mécanicien, Lyon, 18, rue Madame. (Il existe au recensement de 1876 des Deschamps au 18, rue Madame, mais pas un chauffeur-mécanicien : Antoine, 32 ans, cartonnier, et sa famille.)

Jamais commissaire de police de l'Empire ou de l'ordre moral ne s'est permis plus d'insolence vis-à-vis d'une assemblée.

Ceci est le pendant d'une escapade d'un certain Castaing <sup>79</sup> qui, au Congrès de Paris, refusa la parole à un fils de Belge, né en France et volontaire de la guerre de 1870, *parce qu'il n'était pas naturalisé français*. Trop de *sagesse*, MM. Castaing et Deschamps !

Nous regrettons également que le Congrès ait rejeté l'excellent projet de résolution des citoyens Julien Dupire <sup>80</sup> et Ballivet <sup>81</sup>. Cet amendement était ainsi conçu :

« Considérant :

« Que l'émancipation des travailleurs ne sera un fait accompli que lorsque ceux-ci jouiront du produit intégral de leur travail ;

« Que, pour atteindre ce but, il est nécessaire que les travailleurs [p. 82] soient les détenteurs (aient à leur disposition, aurions-nous dit, nous) des éléments utiles à la production, "matière première et instruments de travail" ;

« Le Congrès invite toutes les associations ouvrières en général à étudier les moyen pratiques pour mettre en application le principe de la propriété collective du sol et des instruments de travail.

« Signé : *Julien Dupire, Ballivet.* »

Une tendance très regrettable du Congrès a été aussi ce besoin de se déclarer *pacifique* à tout prix. Sur ce sujet nous empruntons à notre vaillant confrère l'*Égalité*, de Paris, les lignes suivantes <sup>82</sup>:

« Ce qu'ils sont venus affirmer l'un après l'autre, aux applaudissements de leur auditoire, c'est que jamais, au grand jamais, il n'auraient recours à la violence qu'ils condamnaient de la manière la plus absolue, *parce qu'ils étaient tous persuadés que le problème de l'émancipation du Quatrième-État, des salariés, se résoudra pacifiquement.*

« Et par "violence" ils entendent, comme ils ont eu soin de l'expliquer, non seulement la lutte réelle à main armée, sanglante, mais la grève, dont il ne veulent pas plus entendre parler que des coups de fusil.

« De telle sorte que voilà la gent capitaliste assurée que, quoi qu'elle fasse, à quelque extrémité qu'elle se porte, qu'elle augmente encore la journée de travail ou qu'elle réduise les salaires, elle n'a pas à craindre de rencontrer devant elle ses employés, ses exploités, non seulement comme insurgés, mais comme grévistes.

Étrange manière – on l'avouera – de poursuivre la fin de l'exploitation du travail et du travailleur, que de commencer par déclarer à ses <sup>83</sup> exploités que l'on renonce à l'avenir à toute mesure coercitive, que l'on n'entend s'affranchir qu'à l'amiable, d'un commun accord, c'est-à-dire dans la mesure où ils daigneront donner leur autorisation ! »

On ne saurait mieux dire. On doit la vérité à ses amis.

B. M.

79 Pierre CASTAING, cordonnier à Bordeaux.

80 Hubert *Julien* Célestin DUPIRE (30 mai 1833, Chéry-lès-Pouilly, Aisne-?), tailleur d'habits, socialiste, coopérateur.

81 Dans les *Séances du Congrès ouvrier de France, Deuxième session*, Lyon, 1878, la liste de membres comprend (p. 27) : "Ballivet, mécanicien, 206, rue Duguesclin, Lyon". Le recensement de Lyon pour l'année 1876 connaît à cette adresse : Léonard Balvey, journalier, 57 ans, sa femme, Marie Perreau, 54 ans, et leurs enfants : Barthélemy, journalier, 21 ans, et Maria, chapelière, 20 ans. Ce n'est pas une erreur de graphie (assez fréquentes dans ces registres), car, si l'acte de naissance de Barthélemy (22 mai 1855, commune de Saint-Clément [peu après absorbée par Mâcon]) le nomme "Balvet", ainsi que son père, avec dans les deux cas une surcharge, le nom initialement écrit étant "Balbet", l'acte de mariage des parents, même commune, 18 août 1842 porte bien "Balvey". On ne peut vérifier par la signature de l'époux, car il ne sait pas écrire. Il y a au plus variation de graphie entre "Balvey" et "Balvet", nom qui a pu donner concurremment : "Balivet" et "Ballivet". Mais, aussi bien Léonard que son fils, peuvent-ils être cet anarchiste proche de Kropotkine et de Brousse décrit par ailleurs ? Il pourrait s'agir, peut-être, d'un fils aîné, ou d'un parent, venu loger momentanément dans sa famille ?

82 L'*Égalité, journal républicain socialiste*, n° 11, 10 février 1878, page 1.

83 L'*Égalité* dit "leurs exploités".

n° 4, 15 février 1878, [p. 82, suite]

### Le Socialisme en Russie.

Ce titre seul paraîtra étranger à ceux qui n'ont pas suivi le mouvement social de ces vingt dernières années.

En 1848, la démocratie sociale d'Occident regardait la nation russe comme l'armée de réserve de l'ordre ancien. Alors le poète socialiste de France, P. Dupont <sup>84</sup>, jetait le cri d'alarme contre le cosaque, *hideux satrape qui, à travers le sang et les flammes, viendrait, si l'on n'y mettait ordre, au cœur de Paris* après avoir fait de Pest <sup>85</sup> à Rome des étapes qui auraient été des bûchers de martyrs <sup>86</sup>.

À la même époque, le fameux Romieu, dans son *Spectre rouge* <sup>87</sup>, invoquait le *canon russe*, pour en finir avec le socialisme et le libéralisme, et restaurer, dans la nation française, gangrenée de révolutionnarisme, le règne de l'autorité absolue et de l'ordre par le massacre.

Le csar d'alors <sup>88</sup> se considérait comme le dernier défenseur du passé. Et l'on assure qu'après la Révolution de février, il répéta le fameux *Galiléen tu as vaincu !* de Julien <sup>89</sup>, en s'écriant, dans un désespoir qui fut de courte durée, grâce à l'incapacité des révolutionnaires français :

[p. 83] *La France l'emporte, la liberté triomphe, la Révolution est déchaînée, malheur à nous !*

Il y avait bien quelques révolutionnaires russes ; mais ils étaient obligés de fuir en Occident, comme Herzen, Bakounine, Ogareff <sup>90</sup> et autres ; mais aucun autre parti que le parti du csar, du moins aucun parti agissant, ne pouvait se former dans ce vaste empire, silencieux comme un cimetière. Et la Sibirie était là pour englober sans bruit les réfractaires à l'autocratie, qu'ils fussent patriotes polonais, ou Petits-Russiens <sup>91</sup>, rêvant l'antique indépendance, ou simples libéraux, ou hérétiques, ou démocrates, ou socialistes.

Depuis, la situation est bien changée ; sans que le pouvoir du csar ait été diminué, la Russie aussi s'agite pour la Révolution politique et sociale, comme une simple nation occidentale.

Après Herzen, Bakounine et Ogareff, sont venus Tchernychevski <sup>92</sup>, Chevtchenko <sup>93</sup>, Pissarev <sup>94</sup>, Kropotkine <sup>95</sup> et ce parti *nihiliste* si nombreux, si dévoué, et que depuis 15 ans, ni la Sibirie, ni les

84 Pierre DUPONT (1821-1870). Chansonnier et poète.

85 Pest, ville hongroise sur la rive droite du Danube. Elle forme depuis 1873 avec l'agglomération de la rive gauche, Buda, la ville de Budapest.

86 “De Pesth à Rome les étapes | Seraient des bûchers de martyrs | Les Cosaques, hideux satrapes, | Assouviraient tous leurs désirs, | Sur l'or, sur le vin, sur les femmes ; | Dans l'orgie et dans les débris, | À travers le sang et les flammes, | Ils viendraient au cœur de Paris.” Pierre DUPONT, *Le Chant des soldats* dans *Chants et poésies*, Paris, Garnier, 1858, p. 31.

87 François Auguste ROMIEU (1800-1855). Haut fonctionnaire français et écrivain. Son *Spectre rouge de 1852*, publié en 1851 (Paris, Ledoyen), annonce la venue imminente d'une subversion populaire, socialiste. Le terme *Spectre rouge* a pris par la suite au 19<sup>e</sup> siècle une valeur proverbiale.

88 NICOLAS I<sup>er</sup> (règne de 1825 à sa mort, 1855).

89 L'empereur romain JULIEN, dit l'Apostat (331/32-363, empereur 361 à 363). Il favorisa le retour du paganisme dans l'Empire. Mortellement blessé au cours d'une action militaire sous les murs de Ctésiphon (près de l'actuelle Bagdad), il aurait, selon l'historien chrétien grec Théodoret de Cyr, prononcé les paroles : “Tu as vaincu, Galiléen” (THÉODORET, *Histoire ecclésiastique*, livre III, chap. XX).

90 Alexandre HERZEN (1812-1870), l'une des figures révolutionnaires majeures russes du 19<sup>e</sup> siècle, dont la publication la plus connue est son journal *Kolokol / la Cloche*, diffusé en russe et en français ; Michel BAKOUNINE : voir note 51 ; Nicolas OGAREV (1813-1877), l'alter ego inséparable de Herzen, journaliste et philosophe socialiste.

91 Ancienne désignation des Ukrainiens.

92 TCHERNYCHEVSKI : voir la note 58.

93 Taras CHEVTCHENKO [en ukrainien :Тарас Григорович Шевченко] (1814-1861), poète et peintre ukrainien. Chantre national de l'Ukraine. Persécuté pour le nationalisme de ses poèmes et de ses tableaux. Nommé ici “Chevtchencko”.

94 Dmitri PISSAREV [Дмитрий Иванович Писарев] (1840-1868). Révolutionnaire nihiliste et critique littéraire radical qui échange tout Shakespeare et Goethe pour une paire de bottes. Peut-être mort assassiné. Il a apprécié André Léo.

95 Le prince Pierre KROPOTKINE [Пётр Алексеевич Кропоткин] (1842-1921). Théoricien du communisme libertaire, géographe collaborateur d'Élisée Reclus. Il a longtemps vécu en exil. Noté ici “Krapotkine”selon la translittération de l'époque.



bagnes, ni les procès monstres, ni les prisons meurtrières ne peuvent dompter. On le frappe sur un point, il grandit sur dix autres.

Le dernier procès, dit des 193<sup>96</sup>, a montré encore plus que ses aînés la vitalité du socialisme russe. Nous en reparlerons tout au long, dans notre prochain numéro.

B. M.

---

96 Procès fleuve de 193 activistes populistes, jugés à Saint-Pétersbourg devant une chambre du Sénat. Il dura d'octobre 1877 au 23 janvier 1878. On retrouve plus bas les "193" dans un nouvel article sur "*Le Socialisme en Russie*".

n° 4, 15 février 1878, [p. 83, suite]

### Bibliographie.

**La Loi sociale en 1878** *par un bon Rouge*. **Justice et nécessité d'une amnistie en 1878** par le même. Prix de chaque brochure 1 fr. – Librairie Josselin, Cité, 1, Genève.

**Le Péril social dévoilé**, par l'auteur de *Grandeur ou décadence future de la nation française*<sup>97</sup>. Prix 3.50. J. Rozez, Librairie universelle, rue de la Madeleine, Bruxelles.

**Serbia**, *ricordi e studi slavi* par G. Barbanti-Brodano, volontario della guerra turco-serba. [sic = volontario nella guerra serbo-turca]. Prix 3 fr. Società editrice delle *Pagine sparse*, Bologna. [1877.]

**Le Proscrit** par A. F. d'Aulnoy. Chez Ziegler, 52, rue [du] Rhône, Genève. Prix 3 fr.

**La Loi sociale en 1878** [sic = **Aux réactionnaires de France. La loi sociale de 1878 démontrée par Un bon rouge**<sup>98</sup> <Marc Amédée Gromier<sup>99</sup>>]. Sous ce titre, le *Bon rouge* adresse aux *réactionnaires de France* un éloquent appel à la conciliation, sur le terrain du socialisme ; mais quel réactionnaire entendra ? *Le Bon rouge* présente un nouveau plan de réforme sociale qui procède à la fois du mutuellisme et du collectivisme, avec quelques atténuants coopératifs. Sur les détails, nous aurions beaucoup à objecter ; mais notre but est commun : l'égalité sociale dans la liberté et dans la justice économique. Et c'est pourquoi au lieu d'épiloguer sur les articles du contrat social du *Bon rouge*, nous préférons citer un des bons passages de cette intéressante brochure.

« Et, cependant, répétons-le, la grande question de nos jours, celle qui émeut tous les esprits généreux, tous les cœurs élevés, c'est l'**ordre**, c'est-à-dire, dans le sens honnête et légitime du mot : *l'extension des libertés positives, l'ample participation de tous les concitoyens aux jouissances sociales, le déve-[p. 84] loppement normal de la moralité publique et, autant que cela est possible sur cette pauvre planète, la fraternité, comme conséquence de la solidarité*. Tel est, à notre avis, d'après Proudhon<sup>100</sup>, d'après Vermorel<sup>101</sup>, d'après Naquet<sup>102</sup>, le sens respectable et logique du mot *ordre*.

« Eh bien ! *quelle est la condition de l'ordre démocratique*, selon cette formule ? – Nous hésitons à prononcer une parole sujette à tant de périls et à tant d'exagérations ; mais il faut être sincère avec le langage, aussi bien qu'avec les idées : nous répondons donc : c'est l'**égalité**, ou, si vous le préférez, la **justice**. *En dehors de l'égalité effective des conditions parmi les hommes, il y aura toujours désordre ou arbitraire*. Le désordre ou le despotisme, voilà les deux écueils impitoyables, à droite et à gauche, contre lesquels la société ira se heurter, se rejetant de Charybde en Scylla, toutes les fois que l'*ordre* n'aura pas ses racines dans l'*égalité*. »

97 Paris, Auguste Ghio, 1876.

98 Notice établie d'après celle de la Bibliothèque de Genève, qui possède quatre exemplaires de cette brochure de 30 p. (Br 55/13 ; E 2741/16(29) ; Gf 437/177 (32) ; Gf 3460/110/11) et paraît en être le seul possesseur connu.

99 Marc Amédée GROMIER (7 octobre 1841, Bourg-en-Bresse – 15 avril 1913, Paris IX<sup>e</sup>). Homme de lettres et publiciste. Membre de la Commune de Paris.

100 Pierre Joseph PROUDHON (1809-1865), polémiste, économiste, philosophe, socialiste libertaire et l'un des fondateurs de l'anarchie. Adversaire posthume personnel d'André Léo.

101 Auguste VERMOREL (1841-1871). Publiciste socialiste, membre (minoritaire) de la Commune de Paris. Mort des suites de ses blessures lors de la Semaine sanglante.

102 Alfred NAQUET (1834-1917), médecin, chimiste et homme politique, proche de Bakounine, de Malon, d'Élie et Élisée Reclus, de Jules Guesde... Les Naquet font également partie des connaissances d'André Léo (cf. ce qu'en dit celle-ci à son fils Léo dans une lettre de Formia du 9 septembre 1884 [Cote : Descaves 640 / 005-007]). Alfred Naquet, qui a enseigné la chimie à Palerme, n'est peut-être pas étranger au fait qu'André Champseix y soit venu suivre l'enseignement de son successeur, Paternò.

**Justice et nécessité d'une amnistie en 1878 [= Aux conservateurs français. Justice et nécessité d'une amnistie en 1878 démontrée par Un bon rouge <sup>103</sup>].** Œuvre vivante et généreuse que les conservateurs français, auxquels cette brochure est adressée, feraient bien de méditer.

**Le Péril social dévoilé** par J. C. C. <sup>104</sup>. Nous sommes, nous l'avouons, mal à l'aise pour rendre compte de cet ouvrage, où nous avons à louer et critiquer.

L'auteur a cru ne pas manquer à la justice, en traitant, à plusieurs reprises, de *criminels et de scélérats qu'on a bien fait d'envoyer peupler les bagnes*, les martyrs les plus méritants du socialisme contemporain. Ces vaincus n'ayant pas encore la parole en France, nous ne pourrions relever, comme elles le méritent, ces attaques aussi peu généreuses qu'injustes, et nous devons nous borner à cette parole de Victor Noir <sup>105</sup>, au moment d'être assassiné par Pierre Bonaparte : *Nous sommes solidaires de nos amis* <sup>106</sup>. Disons encore que Mr. J. C. C., s'il trouve bien les socialistes au bagne, voudrait y envoyer également leurs vainqueurs. C'est, croit-il, la seule manière de régénérer la France. Mais comme presque tous les Français ont pris parti dans cette guerre, c'est la majorité qu'il faudrait mettre au bagne. Singulier moyen de régénération !

M. J. C. C. est très préoccupé de la régénération morale de l'humanité, et il a raison ; mais juger, d'après un idéal de morale, dont l'observance implique la paix sociale, des hommes qui combattent pour la conquête de cette paix et de la justice sociale, c'est une souveraine injustice. Autant vaudrait dire que tous les soldats qui ont pris part à une bataille sont des assassins.

Ce qui précède mis à part, le *Péril social dévoilé* est une œuvre de valeur. Il y a là une impitoyable critique socialiste ; les lieux communs de l'économie politique bourgeoise, la fausse philanthropie, les aveuglements et les intrigues des partis politiques, les conséquences immorales et anti-sociales de l'ordre économique actuel y sont examinés à la loupe et fustigés avec une grande énergie.

Ce travail de démolition terminé, l'auteur donne sa manière de comprendre la *Doctrine nouvelle*.

Pour lui, « le dernier mot de la science se résume dans ce commandement qu'elle adresse à chaque homme :

« *Fais toujours aux autres ce que tu veux qu'ils te fassent.*

*Ne leur fais jamais ce que tu ne veux pas qu'ils te fassent. »*

Le commandement n'est pas nouveau ; il a au moins 60 siècles <sup>107</sup> bien comptés ; c'est là son moindre défaut ; il a en outre le tort de ne rien déterminer et d'être parfaitement compatible avec les sociétés les plus injustes.

Un millionnaire rencontre un affamé ; il se dit : *je dois faire à ce malheureux ce que je voudrais*

103 Publié à Genève par Josselin en 1878. Notice également établie d'après celle de la Bibliothèque de Genève.

104 Jules Corneille CLAUDEL (25 avril 1844, Troloir, Belgique-?). Identifié à partir de la lettre de César De Paepe à Malon du 6 novembre 1877 (*Revue socialiste*, t. LVIII, juillet-décembre 1913, p. 80) : "... quelques nouveaux collaborateurs éventuels . 1° M. Claudel, professeur, auteur d'un livre socialiste intitulé : *Le Péril social...*". Les initiales ne sont donc pas "J. J. C.", comme les donne le *Socialisme progressif*, mais "J. C. C." : nous corrigeons en ce sens.

105 Victor NOIR [pseudonyme d'Yvan SALMON] (1848-1870). Journaliste à la *Marseillaise* d'Henri Rochefort, tué à 21 ans, le 10 janvier par le prince Pierre Bonaparte, fils de Lucien Bonaparte et cousin germain de Napoléon III, alors qu'au titre de témoin de Paschal Grousset il rend, en compagnie de l'autre témoin de Grousset, Ulric de Fonvielle, également journaliste à la *Marseillaise*, visite au prince pour régler les conditions d'un duel entre les deux hommes. Les obsèques de Victor Noir le 12 janvier sont l'occasion d'une manifestation énorme, plus de deux cent mille personnes, parmi lesquelles on retrouve André Léo.

106 Parole rapportée par Ulric de Fonvielle en première page du n° 25 du journal la *Marseillaise* du 12 janvier, à la suite d'un éditorial flamboyant d'Henri Rochefort : "**Assassinat commis par le Prince Pierre-Napoléon Bonaparte, sur le citoyen Victor Noir.** Tentative d'assassinat commise par le Prince Pierre-Napoléon Bonaparte, sur le citoyen Ulric de Fonvielle. J'ai eu la faiblesse de croire qu'un Bonaparte pouvait être autre chose qu'un assassin ! ..."

107 Malon a-t-il vraiment voulu dire "60 siècles" ?

*qu'il fit pour moi, si j'étais à sa place et lui à la mienne*, et il lui fait une abondante aumône. De son côté, le pauvre se dit : *Si nos positions étaient changées, je voudrais qu'on respectât ma fortune, donc...* Généralisez ces façons d'agir, vous aurez une société chrétienne, dans la meilleure acception du mot, et non pas une société juste.

Précepte pour précepte, nous préférons celui de l'école criticiste :

*Agis toujours de telle manière que la maxime de ta conduite puisse être érigée par ta conscience en loi universelle*<sup>108</sup>.

[p. 85] En effet, l'application d'une telle loi entraîne l'instauration de la justice économique, telle que l'entend M. J. C. C. lui-même. Car l'auteur du *Péril social dévoilé* ne se contente pas de flétrir les iniquités et les vices et de se faire le champion de la plus austère vertu, il démontre, avec une grande vigueur de logique, l'incompatibilité qui existe entre la justice commutative et l'organisation propriétaire actuelle. Il donne une esquisse d'organisation collectiviste en harmonie avec les aspirations de la majorité des socialistes modernes.

Mais il croit qu'à elle seule la persuasion pourra transformer le monde ; il se prononce de nouveau énergiquement contre toute espèce de violence et réitère ses anathèmes contre les violents, à quelques partis qu'ils appartiennent.

Nous ne sommes pas des révolutionnaires *quand même* et nous désirerions vivement des solutions pacifiques ; mais comment faire, nous le demandons à M. J. C. C., si les conservateurs qu'il a si fidèlement dépeints ne savent que réprimer, en face des réclamations populaires, et s'ils persistent à refuser même la *liberté de persuader* ?

Quand on passe tous les faits sociaux au creuset d'une inflexible logique justicière – ce qui est contraire à la justice bien entendue, vu la complexité des causes – il faut être logique jusqu'au bout et condamner toutes les révolutions, y compris celle de 1789. Mais alors on est conduit à la condamnation de tout progrès, car jusqu'ici aucun progrès n'a pu être réalisé sans martyrs et sans combats.

Le *Péril social dévoilé* ne saurait être le dernier mot de son auteur. Un esprit indépendant et vigoureux, un analyste plein de force, comme M. J. C. C., ne saurait s'arrêter à cette théorie simpliste du devoir dont l'inefficacité a été démontrée, aux dépens de l'humanité, par 18 siècles de christianisme ; il admettra que, s'il n'y a pas de droits sans devoirs, il n'y a pas non plus de devoirs sans droits, et que les droits ne s'obtiennent jamais sans revendication préalable, et une fois dans cet ordre d'idée, il regrettera d'avoir si injustement attaqué ceux qui moururent et ceux qui souffrent encore pour ce qu'il a lui-même appelé la *doctrine nouvelle*.

**La Serbia.** Notre ami Barbanti<sup>109</sup> de Bologne est fort connu en Italie, comme l'avocat en titre des socialistes. Il défendit avec un grand talent et contribua beaucoup à faire acquitter les internationalistes, lors des procès de Bologne (1876)<sup>110</sup> et de Reggio d'Emilia (1877)<sup>111</sup>.

Entre temps, il s'enrôla dans la petite légion italienne qui, sous le commandement de Celso Ceretti<sup>112</sup> (un autre socialiste internationaliste), alla combattre en Serbie pour la liberté des peuples.

À son retour, il a mis en ordre les lettres que, de Serbie, il avait écrites à sa famille ; il a joint à

108NdA Voir la *Science de la morale*, par Ch[arles] Renouvier. [2 tomes, Paris, Ladrance, 1869. La citation est au tome I, p. 99. Malon (ou le typographe) donne ici : “érigée par la conscience”.]

109Giuseppe BARBANTI-BRODANO (10 janvier 1853, Modena-17 août 1931, Casalecchio di Reno, Bologna). Socialiste internationaliste. Avocat et homme politique. Défenseur des socialistes inculpés au procès de Bologne de 1876.

110Le texte dit “1875”, mais il s'agit bien d'un procès de 1876. Suite à un projet avorté d'insurrection dans la région de Bologne, dans la première quinzaine d'août 1874, dirigé par Andrea Costa, avec la participation attendue de Bakounine, de nombreux internationalistes sont arrêtés. Ils sont 70 (note James GUILLAUME, dans son *Internationale*, tome IV, 1910, p. 2) à passer en jugement à Bologne du 15 mars au 17 juin 1876. Tous les inculpés sont acquittés.

111 Procès de membres locaux de l'Internationale, tenu en juillet 1877. Les inculpés sont acquittés.

cette collection une étude sur la Serbie et sur l'agitation des Slaves du Sud. Il en est résulté le livre agréable et instructif que nous avons sous les yeux.

Avec une faculté remarquable l'auteur

*passé du grave au doux, du plaisant au sévère* <sup>113</sup>

et aux pages pleine d'humour et de fines observations succèdent, ici, un résumé de l'histoire serbe, d'intéressantes descriptions de la vie orientale, là, des vues élevées sur le mouvement slave et un fidèle exposé de la situation.

L'auteur parle au long des *zadrughe* <sup>114</sup> serbes, et il leur rend justice, sans en dissimuler les côtés faibles.

« Le problème, dit-il, n'est pas tout dans la seule possession collective de la terre, il faut que la liberté individuelle et l'instruction universalisée ajoutent la régénération morale au bien-être matériel. »

En terminant son intéressante étude historique sur le mouvement Jugoslave (des Slaves du Sud), Barbanti rappelle la menaçante prévision de Bakounine sur la possibilité d'une nouvelle invasion asiatique. Cette éventualité n'est pas si chimérique qu'on affecte de le croire, dit notre auteur, mais il y a un moyen de l'éviter :

« Délivrer l'Europe de toutes les tyrannies, du nord de la Pologne au sud de la Grèce, puis franchir l'Archipel, le détroit du Bosphore et celui de l'Icriksle <sup>115</sup> et civiliser, révolutionner l'Orient. »

[p. 86] D'accord, mais il faudrait d'abord que l'Occident soit lui-même révolutionné.

*Serbia* se termine par un aperçu sur la *littérature serbe*, riche de renseignements.

Nous ne pouvons que recommander ce livre à nos amis.

**Le Proscrit** <sup>116</sup>. Ce livre est le cri de douleur [d'un] père sur la mort d'un fils plein d'espérances et dont l'exil lui a enlevé la triste joie de recevoir les derniers soupirs.

Après avoir lu ces pages émouvantes et l'éloquent récit des injustices souffertes, on ne peut que déplorer davantage l'âpreté des discordes civiles. On comprendra que nous ne puissions pas nous étendre sur un sujet aussi brûlant. Mais nous recommandons vivement *aux mères* le livre de M. A. F. d'Aulnoy : c'est à elles que, par une heureuse inspiration, l'auteur l'a dédié.

B. M.

112 Celso CERETTI [et non Cerretti, comme le dit le *Socialisme progressif*] (1844-1909). Compagnon de toujours de Garibaldi. Anarchiste, l'un des fondateurs de la Première Internationale en Italie. Participe aux combats d'indépendance contre les Ottomans avec Barbanti Brodano, Malatesta et d'autres. Dans l'*Humanité* du 17 janvier 1909, Amilcare Cipriani, réfugié en France, lui rend cet hommage : "un vaillant socialiste révolutionnaire, un convaincu, un probe, un honnête, un héros, qui a su par sa vie exemplaire s'attirer l'estime de tous et, d'une façon particulière, celle du grand Garibaldi, qui ne l'accordait pas facilement au premier venu".

113 Jean Étienne DESPRÉAUX, *L'Art de la danse...*, vers 76 (cf. *Mes passe-temps : chansons, suivies de l'Art de la danse*, tome second, A Paris, chez l'Auteur ; Defrelle ; Petit, 1806, p. 189).

114 Zadruga / задруга : communauté rurale répandue chez les Slaves, et en particulier les Serbes, depuis le IV<sup>e</sup> siècle, développant un fort attachement à l'autonomie locale et à une organisation collective.

115 C'est bien le mot que propose Barbanti (p. 354) : "lo stretto del Bosforo e quello di Icriksle", mais quel est ce mot ? Une variante inattendue, ou une mauvaise lecture à la composition, de l'autre détroit de la Marmara, celui des Dardanelles, en turc Çanakkale ?

116 Première édition : Genève, Ziegler, 1877 ; 2<sup>e</sup> : Bruxelles, Kistemaekers ; Genève, Jules Sandoz, 1879.

L'auteur de ce livre n'est pas clairement identifié. La première édition, l'unique à pouvoir être connue de Malon à la date où il écrit, est répertoriée par la Bibliothèque de Genève sous l'auteur "A. Frisson d'Aulnoy". La 2<sup>e</sup> édition, seule que nous ayons pu consulter, porte "A. F. d'Aulnoy", mais l'exemplaire de l'université de Harvard proposé en ligne porte en ajout manuscrit "Frisson" ("A. F.<Frisson> d'Aulnoy"). En dehors des notices bibliographiques, aucune personne n'apparaît répondre au patronyme "Frisson d'Aulnoy". Cependant, le *Dictionnaire du mouvement ouvrier* de Maitron propose une entrée à "Frisson, Alexandre Louis, né en 1823... Proscrit français, il séjourna à Genève en 1879". Mais est-il précisé, il n'aurait pas été communal. Le texte de l'édition de 1879 présente un narrateur venant de France, qui visite en Suisse un Français, proscrit depuis cinq ans, et qui vient de perdre son fils de 16 ans et demi, le 8 décembre 1876. Ce Français paraît bien avoir, sinon participé à la Commune de Paris de 1871, du moins adhéré à ses principes. Il fréquente Élisée Reclus, lui aussi en exil en Suisse à cette époque.

n° 5, 1<sup>er</sup> mars 1878, [p. 87]

### Guerre générale ou transformation sociale.

Il est assez remarquable que, depuis 1848, l'idée qu'un nouveau cataclysme, une nouvelle invasion de *Barbares* menace l'Europe méditerranéenne prend de la consistance. En 1849, on parlait d'un débordement possible de l'immense Russie, fanatisée par son czar, sur l'Occident, dans le but de détruire les libertés conquises et de faire table rase de la civilisation latine.

Cette crainte ne se réalisa pas, et la guerre de 1854-1856 <sup>117</sup> éloigna le danger, s'il avait existé.

Mais depuis, une probabilité plus épouvantable encore a été indiquée par certains observateurs, entre autres le socialiste russe Bakounine <sup>118</sup> et un libéral français, M<sup>r</sup>. Georges Bousquet <sup>119</sup>. L'un et l'autre ont visité la Chine et le Japon et ils ont crié aux Européens : Prenez garde, pendant que vous vous livrez à vos guerres civiles et nationales, 600 millions d'Asiatiques barbares, jaloux de vos gloires, avides de vos richesses, rêvent de se jeter sur vous (avec le Japon pour état-major, la Chine pour armée centrale) pour vous égorger, détruire tous les monuments de votre science et de vos arts, se partager vos richesses, en un mot, noyer la civilisation européenne dans une mer de sang.

Pour parer à cette menaçante éventualité, Bakounine adjurait l'Europe d'accomplir sa révolution sociale et d'aller ensuite civiliser l'Asie. M. Bousquet se borne à recommander la prudence et, répondant d'avance à ceux qui prétendent que cette invasion n'est pas à craindre depuis l'invention de l'artillerie, il fait remarquer que les Européens n'ont [eu] rien de plus pressé que d'initier les Barbares aux progrès militaires, et il demande qu'on mette un terme à cette imprudence, sous peine de voir la force morale encore une fois vaincue par la force brutale, et l'Europe obligée, une fois encore, au milieu d'épouvantables bouleversements, de recommencer à éclairer et à régénérer ses vainqueurs.

Ces perspectives sont terribles ; mais elles sont si éloignées que nos grands politiques, tout à leurs intrigues de partis et à leurs avidités nationales, n'ont pas daigné s'en occuper, même pour démontrer qu'elles ne sont pas à craindre.

Mais voici la menace d'un danger plus proche. Un politique [p. 88] suisse vient de publier à Genève une brochure intitulée **L'Esclavage de l'Europe**, par *Un homme d'État* <sup>120</sup>.

Il prédit aux peuples occidentaux, non plus un débordement d'Asiatique, mais une invasion organisée et méthodique des *hordes disciplinées du Nord*, c'est-à-dire des armées germano-russes.

Selon ce publiciste, une conspiration, dont les deux foyers sont Berlin et Saint-Pétersbourg, a été ourdie contre la race gallo-latine, pour l'assujettir, afin que le monde pût être partagé entre la race slave, qui aurait l'Orient, et la race germanique, qui aurait l'Occident. La conspiration, continue l'auteur, a déjà eu un commencement d'exécution par le démembrement du Danemark, de l'Autriche

117 Le rôle assumé par la Russie de protectrice des chrétiens de l'Empire ottoman (Balkans, Palestine) fait craindre que, par ses actions diplomatiques et militaires, elle acquière une influence prépondérante sur toute l'Europe de l'Est. La Guerre de Crimée oppose à partir du 14 septembre 1854 la Russie aux forces coalisées de la France, du Royaume-Uni, de l'Empire ottoman et du royaume de Sardaigne, particulièrement autour de Sébastopol, qui est le centre naval russe de la mer Noire. Elle se conclut par le traité de Paris du 30 mars 1856 qui restreint les capacités d'expansion russes en Europe.

118 Bakounine : voir la note 51.

119 Georges Hilaire BOUSQUET (1845-1937), juriste, conseiller étranger au Japon. Il a publié : *Le Japon de nos jours et les échelles de l'Extrême Orient*, Paris, Hachette, 1877. 2 tomes.

120 *L'Esclavage de l'Europe*, par Un homme d'État, Genève, imprimerie Rougé, 1878. 24 p.

Les sources polonaises proposent pour auteur Witold Pelczyński

(<https://polona.pl/item/l-esclavage-de-l-europe>, MTE1NTIwMDEx/4/#info:metadata), pas autrement défini, sinon par une proposition d'identification avec le conseiller de l'Empire russe Wincenty Pelczyński, alias Vincent de Peltchinski, ce qui ne paraît pas pertinent, vu que Peltchinski a été au service de l'Empire russe, fonction à l'opposé des propos de *L'Esclavage de l'Europe*, et qu'on le dit décédé dans les années 1850.

et de la France. Ce n'était là qu'un prologue, le premier acte se joue en ce moment dans les Balkans <sup>121</sup>. Si la France, l'Italie, l'Espagne, la Belgique, la Hollande, la Suisse, ayant l'Autriche, l'Angleterre et le Danemark pour alliés naturels, continuent à rester divisées, si elles ne se hâtent pas de s'allier et de contraindre par la force des armes les deux empires militaires à rendre gorge, c'en est fait de la civilisation méditerranéenne et une nouvelle invasion de Barbares, des Barbares prusso-russes, c'est toujours l'auteur de la brochure qui parle, nous menace à courte échéance.

Telle est la donnée de l'*Homme d'État* genevois.

Tout en faisant nos réserves sur la confusion des gouvernements et des peuples allemands et russes, et tout en n'admettant que sous bénéfice d'inventaire l'existence d'une conspiration préparée par les chancelleries de Berlin et de Pétersbourg contre l'indépendance et la liberté des peuples, nous convenons de la gravité de la situation. Il y a retour offensif du droit de conquête, de la force brutale, militairement organisée ; le fameux équilibre européenne que, depuis le traité de Westphalie, les diplomates avaient respecté, au moins en paroles, est foulé aux pieds avec autant de cynisme que le droit des nationalités. Le vainqueur se croit le droit de spolier le vaincu jusqu'à épuisement et sans aucune considération de justice ou d'humanité ; on ne se contente plus d'annexer des provinces, comme aux plus mauvais jours de Louis XIV et de Napoléon I<sup>er</sup>, on veut en outre que la nation vaincue paye les frais de son démembrement ; la France a dû payer cinq milliards à la Prusse ; la Russie exige cinq milliards de la Turquie (en plus de la cession de sa flotte). Cinq milliards ! il paraît que c'est là le tarif de l'invasion ; le Czar et le Kaiser ne sauraient *travailler* à moins dans les nations voisines.

Il est également hors de doute que les gouvernants prussiens et russes ont tenté, avec quelque succès, d'inaugurer les guerres de race, que si le dieu des armées continue à les bénir, et si rien ne vient les arrêter dans leurs projets, l'indépendance des nations méditerranéennes et occidentales est en péril.

Nous ajouterons que la civilisation bourgeoise, qui prétend à la stabilité, est l'objet d'autres menaces.

Il y a le retour offensif de la réaction cléricale, plus les revendications socialistes du prolétariat.

Si donc nous récapitulons, nous trouvons que cette civilisation qui se croit assez forte et, sans doute, assez juste, pour repousser toute réforme :

- peut sombrer sous un nouveau débordement d'Asiatiques barbares ;
- peut être momentanément abattue par le cléricisme ;
- [p. 89] peut être plus sérieusement vaincue par une civilisation supérieure, c'est-à-dire par le socialisme ;
- enfin, divisée contre elle-même, elle peut, en attendant, être contrainte à reculer devant une nouvelle prédominance du militarisme, en ce moment représenté surtout par l'Allemagne et la Russie.

Pour des institutions stables, voilà bien des éléments d'instabilité !

L'auteur de l'*Esclavage de l'Europe* ne s'occupe que du <sup>122</sup> quatrième, et il ne voit d'autres moyens de l'éloigner qu'une conflagration générale.

La perspective d'une guerre européenne, dans laquelle des millions d'hommes s'entr'égorgeraient, est terrible.

Supposons néanmoins réalisés les vœux de l'*Homme d'État* : la France, l'Autriche, l'Italie, l'Angleterre, la Belgique, la Suisse, la Hollande, le Danemark, l'Espagne, le Portugal se sont

<sup>121</sup> Il est ici encore question de la guerre russo-turque, déjà évoquée plus haut (cf. la note 11). L'auteur évoque (note de la page 5), une prise de Constantinople qui n'a pas eu lieu, même si les troupes ennemies en ont été proches. Elle se conclut de fait par le traité de San-Stéfano, signé dans une banlieue de la ville le 3 mars 1878.

<sup>122</sup> Le texte donne “de la quatrième”.

coalisés, ont mis sur pied quatre millions d'hommes ; après de sanglantes batailles, ils ont chassé les Russes au-delà du Pruth <sup>123</sup>, ils ont refait la Pologne, ils ont ôté à la Prusse les provinces récemment conquises et défait l'empire d'Allemagne.

Qu'auront gagné la liberté et la justice à ces changements ? Nous savons au moins ce qu'elles auront perdu, car tout déploiement de forces militaires à l'extérieur a pour conséquence des restrictions de la liberté à l'intérieur, un arrêt des progrès moraux et sociaux et une prédominance plus intense du droit de la force dans les relations humaines. Il est évident qu'une nation ne saurait se livrer aux tueries en grand sans que sa moralité <sup>124</sup> en soit atteinte.

En outre, la plupart des nations susnommées ont-elles bien le droit de se poser en redresseurs contre l'Allemagne et la Russie ? N'ont-elles rien à se reprocher vis-à-vis d'autres nations et même contre la majorité de leurs concitoyens ?

Quelles lamentables énumérations nous pourrions faire !...

Enfin, en supposant que la victoire des confédérés occidentaux mît fin aux guerres nationales, ce qui n'est pas probable, les causes de guerres sociales auraient-elles disparu ? C'est plutôt le contraire qui est vrai.

La mission des armées sera de plus en plus restreinte au *maintien de l'ordre à l'intérieur* (on sait ce que cela veut dire), disait, en 1849, un général français <sup>125</sup>. Et si ces paroles se sont réalisées, on le sait.

Donc, pas de paix possible tant que le principe de la justice ne sera pas reconnu, non seulement dans les relations des nations entre elles, mais encore dans les relations entre concitoyens de la même patrie.

Ce qui veut dire qu'au point où en sont les choses en Europe, ce n'est que par une réforme sociale profonde qu'on évitera les guerres sanglantes. Seul, le socialisme peut faire la grande réconciliation humaine, sur le terrain de la justice. Par le socialisme, l'élite des peuples allemands et russes tend la main à l'élite des peuples méditerranéens et occidentaux ; or le premier point du programme de cette élite, c'est l'abolition des armées permanentes, des armées d'invasion.

Par là seulement sera close à jamais la sanglante période de guerres et d'iniquités que vient de traverser l'humanité.

Libéraux clairvoyants qu'épouvantent les sinistres éventualités de l'heure présente, si vous voulez sincèrement la paix et le progrès, [p. 90] reconnaissez que l'ordre actuel (qui a épuisé sa raison d'être historique) ne peut plus vous les donner, qu'il faut compléter la Révolution, faire entrer l'humanité dans une phase de civilisation supérieure, et substituer au droit du plus fort qui gouverne les relations des individus entre eux, comme les relations des nations entre elles, le droit humain, avec toutes ses conséquences de redressements sociaux, de justice économique et d'universalisation du travail, de l'instruction et du bien-être

Alors, vous aurez la paix dans la justice, l'ordre et la stabilité dans le progrès, alors l'Europe et l'Amérique régénérées pourront entreprendre de civiliser et de régénérer l'Asie et l'Afrique, et, réconciliant et élevant tous les êtres humains, réaliser cette *République universelle*, but suprême des socialistes et point de départ pour l'humanité de destinées splendides.

Ne criez pas à l'utopie, car le temps presse ; voyez où vous en êtes. Transformation sociale ou cataclysmes sanglants, il n'y a pas de milieu, pensez-y, conservateurs ! B. M.

123 Rivière affluente du Danube, qui, dans l'état politique actuel, prend sa source en Ukraine, et sert de frontière commune aux États de Roumanie et de Moldavie.

124 Le texte donne : "sa que son moralité".

125 Je propose – il n'est peut-être pas le seul à le dire – le général de Lamoricière dans le *Rapport* qu'il donne le 5 avril 1849 à l'Assemblée nationale (législative), au nom de la Commission chargée de présenter les lois sur l'organisation de la force publique (garde nationale et armée) : "les lois dont l'ensemble forme la constitution de l'armée permanente, de cette force qui doit, en temps de paix, assurer le maintien de l'ordre à l'intérieur, et, en cas de guerre, fournir les premiers et les plus énergiques moyens de l'attaque ou de la défense" (*Moniteur universel*, 11 avril 1849, p. 1318).

Louis JUHAULT DE LAMORICIÈRE (1806-1865), général de division, député à l'Assemblée constituante de 1848, puis à l'Assemblée législative, ministre de la Guerre du 28 juin au 22 décembre 1848.



n° 5, 1<sup>er</sup> mars 1878, [p. 101]

### Le Socialisme en Russie <sup>126</sup>.

Le mouvement socialiste en Russie date de 1856. Après la mort du czar Nicolas <sup>127</sup>, et les défaites de l'armée russe en Crimée, il y eut dans le vaste empire une explosion générale, pas assez consciente pour produire une révolution, mais trop intense pour que le pouvoir pût se dispenser de quelques réformes. Ce mouvement avait une tête : l'élite des étudiants russes, et ces étudiants avaient un chef, digne par son savoir, son talent et son dévouement de sa haute situation ; ce chef, c'était Tchernychevski <sup>128</sup>, le polémiste du *Contemporain* <sup>129</sup>, l'auteur de l'*Économie politique jugée par la science* <sup>130</sup>, de *Que faire ?* <sup>131</sup> des *Lettres sans adresses* <sup>132</sup>, etc.

Le cri des paysans était *Terre et Liberté* <sup>133</sup>. Tchernychevski et ses amis s'efforcèrent de prouver aux classes dirigeantes russes la légitimité historique et juridique des réclamations populaires.

Enfin, en 1861, l'acte d'affranchissement des paysans fut signé par le Czar <sup>134</sup>. Cet affranchissement toutefois était assez incomplet pour que Tchernychevski déclarât que ce n'était pas pour un si mince résultat qu'on avait tant lutté. Et, comme il continuait d'écrire, on l'envoya, après quelques formalités remplies au Sénat, dans les mines de Sibérie, où il est encore <sup>135</sup>. Quant à la jeunesse socialiste russe, qui continuait de s'agiter, elle fut sévèrement réprimée, et ceux des plus convaincus qui purent échapper aux recherches policières durent s'exiler.

Dès lors, le parti socialiste russe avait présenté ce caractère particulier d'être composé en grande partie de jeunes gens nobles des deux sexes. En aucun pays, la jeunesse aristocratique, et les femmes (la plupart nobles), n'ont donné à la cause de la régénération sociale tant d'apôtres et tant de martyrs.

De 1864 à 1871, il y eut un temps d'arrêt dans le mouvement socialiste russe ; mais le retentissement de la Commune de Paris détermina une nouvelle et sérieuse agitation révolutionnaire.

Cette agitation eut d'abord une assez mauvaise direction ; je veux parler de la conspiration <sup>136</sup> dite

126 On s'est efforcé de donner les noms slaves dans une graphie moderne et simple. Les graphies originales du *Socialisme progressif* ne sont pas rappelées ici. Il suffit de se reporter éventuellement à l'original pour comparer les deux états.

127 NICOLAS I<sup>er</sup>, 2 mars 1855.

128 Voir la note 58.

129 *Le Contemporain* (*Sovremennik* / Современник). Il s'agit du second *Contemporain* (le premier est l'œuvre de Pouchkine), refondé en 1847 par Nikolaï Nekrassov et Ivan Panaïev. Il compte parmi ses collaborateurs Tourgueniev, Tolstoï, Soloviev...

130 Critique des *Principes d'économie politique* de Stuart Mill, traduit sous ce titre en français en 1874.

131 *Chto dielat ? / Что дѣлать?* L'œuvre majeure de l'auteur. Roman écrit en 1862-1863 à la forteresse Pierre-et-Paul de Pétersbourg. C'est un gros poisson qui a échappé à la censure. Il a paru d'abord dans *le Contemporain*. La traduction française qu'a dû lire Malon est de 1876.

132 *Pis'ma bez adresa / Письма без адреса* (1862). Sur l'abolition du servage. Longtemps inédites en Russie, elles paraissent en Suisse, en 1874, dans la revue *Vpered / Вперед ! / En avant !* de Zurich, et sont traduites en français la même année.

133 *Zemlja i volja* [Земля и Воля]. Plus que le cri des paysans, qui n'ont, bien souvent, aucune conscience aussi formulée de leur situation difficile, c'est le nom d'une organisation révolutionnaire clandestine réunissant une partie des *narodniki*, "ceux du peuple", large mouvement de retour de jeunes intellectuels auprès de l'immense population agraire de la Russie. Cf. ci-dessus la note 13. Tchernychevski est, avec Herzen, le maître-inspirateur de ce mouvement, particulièrement par son roman *Que faire ?* évoqué plus haut.

134 Alexandre II.

135 Quand Malon publie cela, il n'y est plus. Il est, depuis 1872 en exil à Viliouïsk (petite ville de Yakoutie, Sibérie), puis à Astrakhan.

de Netchaïev <sup>137</sup> (1872) organisée dans le but d'une prise d'armes impossible, et qui n'aboutit qu'à la condamnation de quatre-vingts jeunes gens.

Toutefois, l'échec de cette conspiration eut pour excellent résultat de faire changer de tactique aux socialistes russes.

Depuis cette époque, en effet, tous les efforts de nos amis de ce pays ont eu pour but la propagande socialiste dans le peuple, par la parole, par les écrits clandestins <sup>138</sup> et par l'exemple.

On a vu ce spectacle unique de jeunes filles <sup>139</sup> et de jeunes hommes fuyant leurs riches familles, pour aller vivre de la dure vie des paysans et des ouvriers, pour aller partager les souffrances et les privations de ceux qu'ils appellent à l'émancipation. Ces propagandistes sont nombreux, et plus la police en découvre, plus les tribunaux en condamnent, plus les prisons de l'empire et les bagnes de la Sibérie en englobent, plus il en surgit. Les plus hautes classes elles-mêmes sont atteintes de la fièvre de justice ; des officiers, un colonel de gendarmerie, un conseiller d'État (Pokrychkine <sup>140</sup>), avec sa femme et ses trois enfants, ont été condamnés pour crime de socialisme.

Mais la plus célèbre de ces *affaires de la propagande révolutionnaire en Russie* est celle qui vient d'être jugée dans le procès dit des 193.

L'un des principaux organisateurs de cette association de propagande est le prince Kropotkine <sup>141</sup>, qui s'est heureusement évadé. Les propagandistes furent découverts et emprisonnés en 1874-75 ; les arrestations s'élevèrent d'abord au chiffre de 470 ; mais, dit le *Travailleur* <sup>142</sup> de Genève, les priva-

136 En 1869, alors qu'il est en Russie, Netchaïev fomenta des troubles qui n'aboutissent pas, mais entraînent l'arrestation de 79 personnes.

137 Sergueï NETCHAÏEV [Netschaïeff chez Malon] / Сергей Геннадиевич Нечаев / Sergej Gennadijevič Nečaev (1847-1882). Écrivain et activiste révolutionnaire nihiliste terroriste. Dans l'émigration, il se lie en 1869, puis se brouille avec Bakounine. De retour en Russie, il fonde *Narodnaja Volja* / Народная воля / La Volonté du peuple, qui ouvre l'action populiste au terrorisme. Après des va-et-vient entre la Russie et l'étranger, Netchaïev est extradé en 1872 de Suisse vers la Russie. Il est enfermé dans la forteresse Pierre-et-Paul où il meurt le 21 novembre 1882.

138 NdA : Outre les presses clandestines établies en Russie même, les socialistes russes ont trouvé moyen de répandre des publications révolutionnaires faites à l'étranger et émanant surtout des imprimeries du *Rabotnik* (le *Travailleur*) publié à Genève par les disciples de Tchernychevski et du *Vpered* (*En avant*) produit à Londres par Lavrov.

139 NdA : Dans le procès dit des *Cinquante*, les femmes étaient en majorité. [Le procès des *Cinquante* s'ouvre à Pétersbourg le 21 février 1877. Les accusés sont en partie des nobles, ils sont jeunes (moyenne : 23 ans) et les femmes y sont nombreuses (seize). C'est une tribune pour les inculpés. On parle d'un procès grandiose.]

140 Ou Pokrychkine ? Pas identifié. Je rencontre un Fedor Semenovitch Pokrychkine (1833-après 1900), mais il est médecin, surveillé dès 1872, et arrêté en 1875. Ce n'est pas le profil d'une carrière de conseiller d'État.

141 Toujours noté "Kropotkine" (cf. note 95).

142 *Le Travailleur. Revue socialiste révolutionnaire*, Genève, 1877-1878. Comité de rédaction : Nicolaï Joukovsky, Alexander Oelsnitz, Charles Perron, Élisée Reclus. En fait, dit le *Travailleur* (n° 7, novembre 1877, p. 21, article « St Pétersbourg, Le procès des 193 » par Dmitri Klementz), le gouvernement était effrayé par le nombre de 450 (et non 470) inculpés, et tergiversa. "La tactique [...] lui réussit fort bien, car aujourd'hui, grâce aux tortures physiques et morales d'une détention rigoureuse [...] le chiffre est réduit à 193".

Nicolaï JOUKOVSKI [Николай Жуковский / Nikolai Ivanovic Zukovski] (21 octobre/2 novembre 1833, Oufa (Russie)-11 mai 1895, Genève), enseignant, journaliste, militant anarchiste, partisan de Bakounine au sein de l'Internationale. Membre fondateur de la Fédération jurassienne.

Alexandre OELSNITZ ou d'OELSNITZ (1849, Moscou-mai 1907, Genève) [Александр Леонтьевич Елсниц], médecin et révolutionnaire russe, partisan de Bakounine.

Charles PERRON (1837-1909), graveur et cartographe genevois, membre de l'AIT et de la Fédération jurassienne. Collaborateur d'Élisée RECLUS.

Élisée RECLUS (1830-1905). Second des fils Reclus. Géographe, anarchiste. Participe brièvement à la Commune de Paris, étant fait prisonnier des Versaillais dès le 4 avril. Installé en Suisse après sa libération.

Dmitri KLEMENTZ [Дмитрий Александрович Клементц] (1848-1914). Tout en étudiant la physique, les mathématiques, puis la médecine, il devient membre des narodniki et fait un retour au peuple. Après des années en émigration, il adhère à l'association *Zemlja i Volja* (Terre et Liberté, voir la note 133). Arrêté en 1879, il est déporté en Sibérie où il trouve à exercer ses talents d'ethnographe et de géographe. Il devient membre de la Société impériale russe d'archéologie, de la Société impériale russe de géographie...

tions et les barbares traitements des prisons russes en ont tué le plus grand nombre <sup>143</sup>.

Après plus de trois ans de cette meurtrière prison préventive, les survivants des propagandistes de 1874 ont enfin comparu devant un tribunal, le 30 octobre 1877. Les principaux accusés étaient Tchaïkovski <sup>144</sup>, fondateur du cercle révolutionnaire de Pétersbourg, Kropotkine <sup>145</sup>, Tcharouchine <sup>146</sup>, Ivantchine-Pissarev <sup>147</sup>, fondateur du cercle des paysans dans le gouvernement de Iaroslav, Rogatchev <sup>148</sup>, Kovalik <sup>149</sup>, Wojnoralski <sup>150</sup>, Mychkine <sup>151</sup>, directeur de l'imprimerie secrète de Moscou, et accusé en outre d'avoir tenté de faire évader Tchernychevski, Tcherniavski <sup>152</sup>, la citoyenne <sup>153</sup> Kouvtchinskaïa <sup>154</sup>, Kravtchinski <sup>155</sup> et Kouprianov <sup>156</sup>. Le procès a duré trois mois. Chose inouïe, 109 accusés ont été mis en liberté sous caution ; les autres iront trouver leurs frères et sœurs dans les bagnes sibériens.

143 Dans son *Internationale* (t. IV, p. 314), James GUILLAUME énumère : “Sur les nombreux détenus qui avaient été enveloppés dans ce procès, quarante-trois étaient morts en prison avant le jugement, douze s'étaient suicidés, trente-huit avaient fait des tentatives de suicide qui n'avaient pas réussi, et trente-huit avaient perdu la raison.”

144 Nikolai TCHAÏKOVSKI [Никола́й Васи́льевич Чайко́вский] (1850-1926). Révolutionnaire, fondateur du “Cercle Tchaïkovski” (Чайковцы Большое общество пропаганды), à l'origine du mouvement des Narodniki. Après la révolution d'Octobre, il s'oppose aux bolcheviks, établit un gouvernement provisoire à Arkhangelsk, et s'exile ensuite à Paris, puis à Londres. Il était absent de Russie au moment de ce procès.

145 Également absent.

146 Nicolaï TCHAROUCHINE [Никола́й Аполло́нович Чару́шин] (1851/52-1937). Ecrivain, éditeur et photographe. Membre du Cercle Tchaïkovski, arrêté, incarcéré à la forteresse Pierre-et-Paul, condamné au procès des 193 à 9 ans de travaux forcés. Exilé à Vyatka, il y exerce la photographie et travaille au zemstvo local. Après le coup d'État d'octobre 1917, s'oppose aux bolcheviks et participe à une république indépendante de Vyatka. (Cf. le livre récent : Ben EKLOF ; Tatiana SABUROVA, *A Generation of Revolutionaries : Nikolai Charushin and Russian Populism from the Great Reforms to Perestroika*, Bloomington, Indiana University Press, 2017.)

147 Alexandre IVANTCHINE-PISSAREV [Александр Иванович Ива́нчин-Пи́сарев] (1849-1916). Participe à la création du Cercle Tchaïkovski. Il fonde en 1872 une imprimerie secrète dans la province de Iaroslav. Son domaine, dans cette province, est un des centres du retour au peuple. Il s'exile, puis, revenu en Russie, il est membre de Zemlja i Volja. En 1879, il rejoint Narodnaïa Volja. Arrêté en 1881, il est envoyé en Sibérie jusqu'en 1889.

148 Nicolaï ROGATCHEV [Николай Михайлович Рогачев] (1856-1884). Fils d'un propriétaire terrien noble. Officier. Membre de Narodnaïa Volja. Arrêté en 1883 et exécuté à Schlüsselbourg le 10 octobre 1884.

149 Sergueï KOVALIK [Серге́й Фили́ппович Кова́лик] (1846-1926). Noble cosaque. Entrepren de créer des écoles rurales. Rencontre en Suisse Bakounine et Lavrov. Arrêté en 1874 lorsque sont découvertes ses activités secrètes. Incarcéré à la forteresse Pierre-et-Paul, condamné au procès des 193 à 10 ans de travaux forcés. Réside 25 ans en Sibérie, puis occupe diverses fonctions en Biélorussie.

150 Porfiry VOJNORALSKI [Порфи́рий Ива́нович Войнора́льский] (1844-1898). Magistrat à Saratov. Il devient l'un des leaders du retour au peuple. Il organise à Moscou des ateliers de menuiserie et de cordonnerie. Il est arrêté en 1874 à Samara. Au procès des 193, il est condamné à 10 ans de travaux forcés. Il peut ensuite revenir à Kharkhov où il décède.

151 Ippolit MYCHKINE [Ипполи́т Никити́ч Мышки́н] (1848, Nijni-Novgorod-exécuté le 26 janvier 1885 à Schlüsselbourg [Шлиссельбург], province de Saint-Pétersbourg). Après une formation militaire, il monte une imprimerie clandestine. Celle-ci démantelée, il émigre en 1874, puis revient la même année en Russie, à Irkoutsk, dans le but de préparer l'évasion de Tchernychevski. Arrêté, il comparaît lors du procès des 193, et est condamné à dix ans de travaux forcés, aggravés par la suite de quinze ans supplémentaires pour rébellion. Évadé, puis repris, il est transféré à la forteresse de Schlüsselbourg / Schlüsselbourg (sous sa forme allemande), condamné à mort et exécuté.

152 J'ai trouvé peu de choses sur Ivan TCHERNIAVSKI [Иван Николаевич Чернявский]. Il est inculpé au procès des 193 et a été condamné à l'exil en Sibérie.

153 Le texte donne : “les citoyennes”. Il ne semble pas qu'à part Anna Kouvtchinskaïa (voir *infra*), les deux autres noms qui suivent soient ceux de femmes. “Kravtchinski”, qui n'apparaît pas dans les inculpés paraît bien être Sergueï Kravtchinski, dit Stepniak (voir également *infra*), et le seul Kouprianov présent dans la liste des 193 est Michael Vassilievitch. Je corrige en “la citoyenne”.

154 Anna KOUVTCHINSKAÏA [Анна Димитрие́вна Кувши́нская-Чару́шина] (1851-1909), adhérente aux cercles Tchaïkovski, épouse de Nicolaï Tcharouchine (pendant leur longue incarcération avant le procès des 193). Elle fait partie des acquittés, mais rejoint son mari en Sibérie.

155 Sergueï STEPNIAK-KRAVTCHINSKI [Серге́й Миха́йлович Степа́н-Кравчи́нский] (1841-1895). Fait des études militaires et agronomiques, pendant lesquelles il adhère au Cercle Tchaïkovski. En 1873, il va au peuple mais,

Nous ne raconterons pas les incidents de ce procès, où les accusés ont fait preuve de tant de dignité et de courage ; mais nous donnerons, d'après l'*Égalité*<sup>157</sup> de Paris, la partie principale de la belle défense de l'un des accusés, Mychkine.

Mychkine : « Mes compagnons de prison, pas plus que moi et nos coreligionnaires, ne représentons ici quelque chose d'isolé ou d'exclusif, lié par une organisation commune et uniforme. Nous ne sommes qu'une parcelle du grand parti socialiste révolutionnaire si nombreux actuellement en Russie, parti qui embrasse la masse des personnes qui partagent nos opinions en général, – je ne tiens pas compte de différences insignifiantes sur les questions secondaires – et qui sont bien réellement liées par la poursuite du même but.

« Le but essentiel du parti socialiste révolutionnaire est de fonder sur les ruines de l'État bourgeois une société qui représenterait la forme la plus juste de l'organisation sociale, en satisfaisant les vœux et les demandes du peuple. Ce nouvel ordre social est : la Fédération des communes productives autonomes.

« L'État, qui dispose de la force, rendant impossible toute voie pacifique, et – l'histoire est là pour nous l'apprendre – absolument incapable de rien<sup>158</sup> céder de ce qu'il a conquis par la violence et qu'il appelle “ses droits”, le but ne peut être atteint et réalisé que par la Révolution sociale. Est-il possible de penser à une voie pacifique vis-à-vis d'un pouvoir qui, non seulement ne se soumet pas aux demandes du peuple, mais ne veut pas même les entendre, et n'a pour toute réponse que la prison et les travaux forcés ? Est-il possible de penser à une solution pacifique des besoins du peuple, lorsqu'on ne laisse à celui-ci, pour réaliser ou même exprimer ses vœux, que la [p. 103] révolte, son unique organe de publicité ? Il me semble que ces idées se passent de commentaires<sup>159</sup> ...

« ... Je pense que le premier problème à résoudre n'est pas de provoquer ou créer la Révolution, mais bien de garantir son succès ; car il n'est pas besoin d'être grand prophète<sup>160</sup> pour prédire, en face de la misère horrible qui le dévore, un soulèvement général du peuple. Vu l'imminence de ce mouvement, il faut tâcher qu'il soit aussi productif que possible pour le plus grand nombre, il faut, et c'est là le plus important, le mettre en garde contre les mensonges au moyen desquels la bourgeoisie de l'occident de l'Europe a trompé le peuple, en jouissant seule des bénéfices conquis par son sang versé sur les barricades. Ayant ce but, les premiers problèmes de notre activité pratique sont de consolider et d'unir les forces et les tendances révolutionnaires dans leurs deux grands courants. Le premier n'a paru que depuis peu de temps, mais a montré déjà néanmoins une assez grande force parmi notre jeunesse intelligente ; le second, plus large, plus profond et à jamais intarissable, est le courant révolutionnaire du peuple. La réunion de ces deux éléments par la constitution définitive du parti socialiste a été tout le problème du mouvement de 1874-75.

« Ce problème est à peu près résolu, le drapeau de la révolution sociale est arboré sur tous les points de la Russie. Malgré les différences d'opinion sur certaines questions, les partisans de cette révolution sont tous d'accord sur cette chose : Que la révolution ne peut être accomplie que par le peuple, qui doit se rendre compte de son but ; ce qui veut dire que l'État actuel n'aurait à craindre que la manifestation aussi énergique qu'active de sa volonté. Si, par conséquent, le gouvernement se

---

pouruivi, il doit s'exiler. En 1875, il participe à un soulèvement contre les Turcs en Herzégovine, et s'y lie avec Errico Malatesta. De retour en Russie en 1878, il rejoint Zemlja i Volja. Après avoir assassiné le général Nikolai Mezentsov, chef de la police secrète, il s'exile en Suisse, puis en Angleterre.

156 Michael Vassilievitch KOUPRIANOV [Михаил Васильевич Куприанов / Куприанов ] (1863-1898), l'un des fondateurs du Cercle Tchaïkovski, condamné aux travaux forcés lors du procès, il meurt à la forteresse Pierre-et-Paul.

157 Audience du 15/27 novembre 1877 : numéros 8 (p. 8) & 9 (p. 8) des 20 et 27 janvier 1878.

158 “rien” n'est pas dans le texte de l'*Égalité*.

159 S'intercale ici un échange entre le président et l'accusé.

160 L'*Égalité* donne : “d'être un grand prophète”.

croit solidaire du peuple; il est sans droit pour calomnier nos intentions.

« Est-il possible de traiter de conspirateurs et d'émeutiers ceux qui n'ayant ni forces policières et soldatesques, ni prisons, ni usines tenant en servitude des milliers d'ouvriers, n'ont rien dans les mains pour violenter la volonté du peuple au profit des idées qu'ils poursuivent. Ils n'ont pour moyen que la propagande, pour but que la conversion et toutes les armes de violence sont le lot d'ennemis qui n'hésitent pas à s'en servir. Donc, si en dépit de toutes les conditions défavorables où nous sommes, le gouvernement a néanmoins des motifs sérieux pour craindre que notre propagande puisse être couronnée de succès, c'est que nous ne nous trompons pas en comptant sur les sympathies populaires pour nos idées, et, dans ce cas, nous ne serions pas des criminels, mais de simples interprètes de besoins ressentis par le peuple <sup>161</sup>.

« ... Après avoir expliqué en quelques mots le but et les moyens du parti socialiste révolutionnaire, je passe à la question suivante, non moins importante, selon moi, des causes, de la naissance, du développement de ce parti en général, et du mouvement de 1874 en particulier. Dans l'acte d'accusation, on a cherché à égarer l'opinion publique, on a tâché de faire croire qu'il y avait dans notre pays des débris d'anciennes sociétés politiques, de plus, des éléments d'émigration en Suisse, et qu'au cri "Que le mouvement révolutionnaire se fasse en Russie !" poussé par quelques hommes énergiques, ce mouvement aurait <sup>162</sup> éclaté sur tous les points de l'empire. Mais comme on sait parfaitement que tous ces débris d'anciennes sociétés politiques, aussi bien que l'émigration, existaient et exis-[p. 104] teront toujours, il s'ensuivrait donc qu'un mouvement tel que celui-ci pourrait être provoqué à chaque instant par trois ou quatre individualités. Il est évident qu'aucun homme, comprenant un peu les causes des phénomènes sociaux, ne se contentera d'une pareille explication, digne tout au plus du réquisitoire d'un procureur. Un phénomène social de quelque importance ne se produit qu'à la suite de causes également importantes ; il faut donc être très borné ou de très mauvaise foi pour traiter d'artificielles les causes des mouvements révolutionnaires qui se sont produits au milieu de notre jeunesse <sup>163</sup>.

« ... En les regardant de près, nous observons avant tout ce fait significatif que, partant des étudiants, ils sont toujours accompagnés de mouvements analogues parmi le peuple, et ne sont, pour ainsi dire, que l'écho de ces derniers. Ces mouvements forment de cette manière deux courants parallèles qui tendent à se réunir dans un lit commun, en détruisant la digue qui les a séparés pendant des siècles. Le premier, qui est le fait de notre jeunesse intelligente, date de 1861, l'écho de l'explosion populaire qui éclata à la suite de l'abolition de l'esclavage, le peuple ne voulant pas se contenter de cet affranchissement illusoire <sup>164</sup> – il a été la base de la formation du parti socialiste révolutionnaire. Plus tard, vers la fin du terme décennal après l'abolition du servage, des bruits constants de diminution et même d'abolition de paiement pour l'appropriation du sol circulaient dans le peuple. Quoique ces bruits ne provoquassent pas, comme après 1861, de nombreuses révoltes, ils entretenirent néanmoins une certaine agitation dans les masses et eurent pour écho ce mouvement de la jeunesse qui aboutirent au procès de Netchaiev.

« L'appauvrissement de ce peuple misérable, épuisé par des impôts et des contributions énormes, est tel à cette heure, qu'il faut être absolument sourd pour ne pas entendre ses cris désespérés. Les mouvements de 1873 et 1875, incarnations de la dernière phase de développement du parti révolu-

161 La suite est dans le n° 9.

162 L'*Égalité* : "ce mouvement avait éclaté", qui est évidemment une coquille.

163 Ici, nouvelle intervention du président. Mychkine reprend : « Je dis seulement que ces mouvements n'ont pas été provoqués d'une manière artificielle. En les regardant de près... <et la suite>... »

164 L'affranchissement ne touche que les personnes ; les terres qu'elles cultivent restent majoritairement à leurs anciens propriétaires, et malgré certains aménagements, insuffisants, on a passé d'un servage des hommes au servage de la terre, ce qui revient en pratique au même.

tionnaire, ont été provoqués par ces plaintes déchirantes. Le lien que j'ai constaté tout à l'heure, et qui existe incontestablement entre les mouvements révolutionnaires des étudiants et du peuple, a pu facilement échapper à l'attention de la masse, par cette simple raison que, grâce à la publicité telle qu'elle est pratiquée en Russie, le public ne sait jamais que ce que l'on veut qu'il sache. Quant aux faits les plus importants de la vie populaire, on y répond par un silence systématique ou on les dénature non moins systématiquement. Les révoltes des paysans, par exemple, qui ont eu lieu après 1861, ne sont connues de notre public que par ouï-dire... »

À ces mots Mychkine est interrompu par le président, pour la troisième fois, et le tribunal lui interdit de continuer.

B. M.

*Ainsi s'achève le recueil  
des articles de Benoît Malon  
parus dans les cinq premiers numéros (1<sup>er</sup> janvier-1<sup>er</sup> mars)  
du Socialisme progressif.*